

MERCREDI 2 MARS 2016

"En route vers la dépression économique finale."

= Chaos mondial et faillite financière : Le jour où votre carte bancaire ne servira plus à rien (Bill Bonner) p.2

= Le chaos mondial : les vrais défis qui nous attendent p.6

= Pierre Rabhi : « Si nous nous accrochons à notre modèle de société, c'est le dépôt de bilan planétaire » p.13

ACTUALITÉS

= Au Venezuela, les paramilitaires tirent sur les civils en pleine rue p.18

= ATTENTION la bulle obligataire va nous éclater dans la gueule ! p.20

= Encephalogramme plat pour l'économie globale, signale un nouveau round de stimulation (Bertez) p.22

= Les cinq anomalies qui minent l'économie mondiale (Nouriel Roubini) p.24

= Pétrole de schiste : les producteurs US réduisent la production (Charles Sannat) p.26

= L'OCDE appelle à un effort de tous pour stimuler la croissance mondiale (E. Unger) p.27

= La société sans cash... et vous (Bill Bonner) p.30

= Alan Greenspan : « nous sommes dans de sales draps » p.32

= Appauvrissons nos contribuables (Mish) p.34

= Les sociétés pétrolières américaines gagneront-elles la guerre des prix ? p.38

= Hiatus statistique chinois... (Patrick Reymond) p.39

= Instabilité mentale... (Patrick Reymond) p.40

= EDF: Pas les moyens... (Patrick Reymond) p.41

= De la sidérurgie, des mines, à la grande distribution... (Patrick Reymond) p.42

= « La terrible guerre autour de l'or du Venezuela ! » p.43

= Dette publique et monnaie : le futur se rappelle à notre souvenir (Bruno Colmant) p.47

= Taux négatifs : here, there and everywhere... (Bruno Colmant) p.48

= L'hypothèque du futur (Bruno Colmant) p.51

= L'hémorragie de capitaux : un nouveau défi pour la Chine (Kenneth Rogoff) p.52



Chaos mondial et faillite financière : Le jour où votre carte bancaire ne servira plus à rien

Bill Bonner , Archives du WEB *jeudi 26 février 2015*

Rappelez-vous cet avertissement quand ça arrivera. C'est-à-dire quand vous irez au distributeur retirer de l'argent... et qu'il n'y en aura pas ! Oui, alors que nous méditons sur ce qui se passe vraiment dans le bizarre système monétaire actuel, une idée saisissante nous est venue.



Notre système financier pourrait subir un retournement stupéfiant et catastrophique que personne ou presque n'imagine... sans parler de l'anticiper. Vous vous rappelez le tsunami mortel qui a frappé les côtes d'Asie du sud-est, tuant des milliers de personnes et causant des milliards de dollars de dégâts ? Eh bien, juste avant que la muraille d'eau de plus de 10 m de haut ne s'abatte sur les plages, une chose extrêmement étrange s'est produite : l'eau a disparu.

La marée s'est retirée plus loin que jamais. Les pêcheurs locaux se sont immédiatement mis à l'abri. Ils savaient ce que ça signifiait. Mais les touristes sont partis à la chasse aux coquillages !

Il pourrait arriver la même chose à la masse monétaire. Le *cash* pourrait s'évaporer de manière aussi soudaine que désastreuse — juste avant que nous nous y noyions.

Voici comment... et pourquoi.

Ce que nous utilisons comme argent aujourd'hui, c'est en majeure partie du crédit. Il nous est fourni par l'industrie du crédit. Nous ne le voyons jamais. Nous ne le

touchons jamais. Nous ne le sentons pas. Nous ne le comptons pas pièce à pièce. Nous ne le perdons pas derrière les coussins du canapé. Le secteur financier fait des profits — en grande quantité — en nous offrant ce nouvel argent à crédit. Il en produit autant que ce que nous sommes prêts à payer. Après tout, pour une banque, créer du nouveau crédit ne coûte quasiment rien. C'est pour cette raison que nous en avons une si grande quantité.

Comment ce système monétaire se comportera-t-il durant une contraction profonde ou prolongée du crédit ?

Jamais encore un système monétaire de ce genre n'avait existé. Et il n'a connu qu'une époque d'expansion colossale du crédit. De sorte qu'il n'a jamais été complètement testé. Comment ce système monétaire se comportera-t-il durant une contraction profonde ou prolongée du crédit ? Peut-il survivre à un grave marché baissier des obligations ou des actions ? Que se passerait-il si les prix à la consommation s'envolaient ?

▪ Une situation sans précédent pour le système

Notre système monétaire actuel a commencé en 1971. Il a survécu à une inflation de 13% par an en 1980, mais Paul Volcker était aux commandes, restreignant l'offre de nouveau crédit et limitant l'inflation. Le système a également survécu à la crise de 2008-2009 ; mais ensuite, Ben Bernanke a radicalement augmenté le flux de crédit en mettant les taux proches de zéro et en rachetant des milliers de milliards de dollars d'obligations.

La prochaine crise pourrait être très différente. Les taux directeurs sont déjà à zéro... voire au-dessous. Les banques centrales rachètent désormais plus de 100% des nouvelles dettes gouvernementales (grâce au QE). Dans l'ensemble, la dette a atteint des niveaux encore sans précédent... et continue de se développer — bien au-delà de ce que l'économie réelle peut soutenir.

A un moment ou à un autre... une correction de la dette est inévitable. Les expansions de dette sont toujours... *toujours*... suivies de contractions. Il n'y a pas d'autre moyen. La dette ne peut augmenter éternellement.

Lorsque ça arrivera, les taux zéro et le QE ne suffiront pas à renversera la vapeur, parce qu'ils sont déjà pied au plancher. Alors ?

Une crise du crédit pourrait être déclenchée par n'importe quoi. Lorsqu'elle

démarrera, la valeur de la dette chutera brusquement et rapidement

Une crise du crédit pourrait être déclenchée par n'importe quoi. Lorsqu'elle démarrera, la valeur de la dette chutera brusquement et rapidement. Les crédateurs se tourneront vers leurs emprunteurs... les traders se tourneront vers leurs contreparties... les banquiers se tourneront les uns vers les autres...
... et tout à coup, personne ne voudra plus se séparer d'un seul centime, de peur de ne plus jamais le revoir. La fin du crédit.

Ce n'est pas simplement que personne ne veut prêter ; personne ne veut emprunter non plus — à part les gens désespérés qui n'ont pas d'autre choix, généralement ceux qui n'ont aucune chance de rembourser leurs dettes.

Comme durant la crise de 2008-2009, nous pouvons attendre une réponse rapide des autorités. La Fed annoncera de nouvelles facilités d'emprunt illimitées. Mais ça n'aura aucun effet. L'immobilier sera en chute libre ; qui prêtera contre la valeur d'une maison ? Les valeurs seront en plein krach ; qui pourrait emprunter sur la valeur de son portefeuille ? L'art, les objets de collections, les ressources naturelles — tous feront le plongeon ; tous les nantissements seront dans le rouge.

Durant la dernière crise, toutes les grandes banques et sociétés d'investissement auraient fait faillite sans l'intervention des autorités. La prochaine fois, il ne sera peut-être pas aussi facile de les sauver. La prochaine crise affectera probablement *toutes les classes d'actifs*. Et avec 60 000 milliards de dollars de dettes supplémentaires dans le monde par rapport à 2007 — ce sera probablement bien plus difficile à arrêter.

▪ **La prochaine étape**

Est-ce que vous nous suivez jusqu'à présent ? Parce que c'est là que les choses deviennent intéressantes.

Dans un système monétaire "normal"... avec, disons, des pièces d'or ou même des morceaux de papier... les prix chutent. Mais l'argent est toujours là ; il ne disparaît pas. Il prend au contraire de la valeur parce qu'on peut l'utiliser pour acheter plus de choses. Naturellement, les gens le conservent. La vélocité de la monnaie chute, de sorte que "l'offre" de monnaie semble chuter aussi.

L'argent ne cesse pas simplement de circuler.

Il disparaît

Imaginez maintenant ce qui se passe dans un système de monnaie à crédit. L'argent ne cesse pas simplement de circuler. Il disparaît. Parce que le crédit sous-jacent disparaît. Tous les prix chutent. Soudain, le "crédit" ne vaut rien. Une personne qui avait des "actifs" (assurés par le crédit) de 10 000 \$ en juin pourrait se retrouver avec zéro en juillet. Une entreprise qui met des liquidités dans le rachat de ses propres actions une semaine... pourrait trouver ces actions divisées par deux la semaine suivante. Une personne ayant un portefeuille boursier de 100 000 \$ le lundi pourrait réaliser que son portefeuille n'a plus aucune valeur quelques jours plus tard.

Tout ça est relativement standard dans une crise du crédit. La nouveauté — et elle est terrible —, c'est que les gens feront ce qu'ils font toujours, mais se retrouveront forcés de le faire d'une manière radicalement différente. Ils cessent de dépenser. Ils stockent des liquidités. Mais quelles liquidités stocker lorsque la plupart des transactions sont faites à crédit ? Stocke-t-on une ligne de crédit ? Met-on sa carte bancaire dans son coffre-fort ?

Non. Les gens stockeront le genre de *cash* qu'ils comprennent... une chose sur laquelle ils peuvent littéralement mettre la main... une chose qui voit sa valeur augmenter réellement — et rapidement. Ils voudront de la vraie monnaie papier.

Suivant un schéma également bien connu, cette monnaie papier réelle disparaîtra rapidement. Les gens videront les distributeurs. Ils voudront de l'argent tangible — de l'argent à l'ancienne, qu'ils peuvent mettre en sécurité chez eux et dans leurs poches...

▪ **Et ensuite ?**

Faisons une pause pour nous rappeler, cher lecteur, qu'on parle là d'une période très courte : des jours, peut-être des semaines — quelques mois tout au plus. Il s'agit de la période après que la crise du crédit ait aspiré tout le *cash* du système... et avant que le tsunami d'inflation des gouvernements ne frappe.

Comme l'a dit Ben Bernanke, "une banque centrale déterminée peut toujours créer de l'inflation des prix à la consommation positive". Mais ça prend du temps !

Une ruée sur les billets de banques, les gens cherchant désespérément à s'en

emparer pour payer la nourriture

Pendant cet intervalle, la panique s'installera. Une ruée sur les billets de banques, les gens cherchant désespérément à s'en emparer pour payer la nourriture... le carburant... tout ce dont ils ont besoin.

Le crédit sera peut-être encore disponible. Mais il ne servira à rien. Personne n'en voudra. Les distributeurs et les banques se retrouveront à cours de *cash*. Les banques mettront des pancartes en vitrine : d'abord "les retraits en liquide sont limités". Puis "pas de retraits en espèces".

Vous vous retrouverez avec une "carte de crédit" dont la réserve se monte à 10 000 euros. Mais toutes les institutions financières vacillent. Dans le journal, vous lisez que votre banque a fait faillite et a été placée sous tutelle. Que préférez-vous ? Votre réserve de crédit de 10 000 euros... ou une pile de billets de 500 euros ?

Vous irez faire le plein. Vous sortirez votre carte de crédit pour payer : "Paiement en espèces uniquement", dira un panneau. Parce que tout le mécanisme de l'économie du crédit sera en train de s'effondrer. La station-service... ses fournisseurs... et ses financiers ne veulent pas se retrouver coincés avec un "crédit" de votre prêteur en faillite !

Quelles cartes de crédit seront encore bonnes ? Quelles réserves auront encore de la valeur ? Quelle banque est sur le point de faire faillite ? Qui honorera sa dette de carte de crédit ? Lors d'une crise, ces questions seront aussi ordinaires que "qui gagnera un Oscar" l'était hier.

Personne ne connaîtra les réponses. Rapidement, les gens cesseront de jouer aux devinettes... et se tourneront vers les espèces sonnantes et trébuchantes.

Notre conseil : Or et argent physique (pièces et libgots) et un peu de monnaie papier de coté tout ça en dehors des banques

Source : <http://la-chronique-agera.com>

Le chaos mondial : les vrais défis qui nous attendent

Chems eddine Chitour / Professeur émérite Ecole Polytechnique Alger Ancien Professeur associé

à Toulouse Consultant

publié par: notre-planete.info 05 juin 2012, Archives du WEB

"Le rôle de l'éducation est souverain: et si on éduquait les enfants au contentement et non à l'avidité permanente ? (...) Le phénomène de la vie, ce qui fait que nous existons, devrait avoir une place dans l'éducation des enfants. Or, nous n'avons que des structures éducatives qui occultent complètement les fondements de la vie pour, le plus vite possible, fabriquer un petit consommateur et un petit producteur pour le futur. Cela en fait un petit ignorant. L'exigence fondamentale, c'est que tout le monde puisse manger, se vêtir, se soigner." Pierre Rabhi, philosophe

Mon attention a été attirée par la dernière émission concernant le marché pétrolier. Un panel d'experts s'est ingénié à décortiquer le marché mondial du pétrole, l'offre et la demande, la défense de la part de marché du pays de 1,2 million de barils, les différents scénarios de maximalisation de la rente ; j'ai vainement attendu que l'on discute de l'avenir et de l'impérieuse nécessité de se faire un destin hors hydrocarbures. J'ai eu l'impression que l'on voulait rassurer en martelant que la rente sera toujours importante et qu'il n'y a pas lieu de s'en faire. En clair, nous pouvons continuer à dormir sur nos deux oreilles. Vaines certitudes!

Le marché mondial de l'énergie

De par le monde, les pays notamment développés mettent en place des stratégies visant à s'assurer des sources d'approvisionnement pérennes nées à la fois de l'intelligence mais aussi de l'hégémonie militaire pour prendre par la force ce qui est interdit par le droit.

Certains pays ont fait des efforts extraordinaires pour sécuriser leur futur énergétique. C'est le cas de deux pays et non des moindres (l'Allemagne et le Japon (15%)) qui ont décidé de sortir du nucléaire, malgré les recommandations de l'Agence internationale de l'énergie. Parallèlement, ces deux pays ont développé de véritables plans Marshall pour développer le solaire, l'éolien, la géothermie, les piles à combustibles, les voitures propres, le charbon propre...Même si la France tient au nucléaire, elle développe les énergies renouvelables (solaire, éolien, hydraulique).

Les Etats-Unis connaissent une véritable révolution surtout avec l'exploitation des gaz de schiste et des pétroles de schiste, ce qui fait que ce pays est autosuffisant en gaz. Ceci est arrivé avec l'augmentation programmée du prix du gaz naturel pour rendre compétitive ces sources d'énergie non conventionnelles. Leur exploitation effrénée amène à un véritable désastre écologique.

De plus, l'addiction au pétrole va créer à l'échelle planétaire un désastre. Il serait naïf de croire ou de faire croire que l'Opep a un quelconque pouvoir, si ce n'est de recevoir et d'appliquer des instructions par Arabie Saoudite interposée. Nous l'avons vu avec l'invasion libyenne, le lynchage de Kadhafi, l'Arabie Saoudite a compensé la part de la Libye, et récemment encore avec l'embargo pétrolier contre l'Iran, encore l'Arabie Saoudite s'est portée garante de l'approvisionnement du marché, en clair, à étouffer un membre de l'Opep de surcroît musulman !! Les pays émergents constitueront de plus en plus le groupe de pays qui consommera plus d'énergie que les pays de l'Ocde.

Le marché de l'énergie du futur

L'AIE prévoyait, dans son rapport spécial « World Energy Outlook 2011 », une hausse de la demande mondiale en énergies fossiles au cours des deux prochaines décennies « à environ 96 millions de barils par jour d'ici 2035 ». Consommation notablement issue des pays émergents, et son prix grimperait à 120 dollars le baril. Que se passe-t-il, alors, si l'énergie endogène ne suffit pas - comme cela sera de plus en plus le cas- pour répondre à l'addiction malade qui nous promet de changements climatiques de plus en plus erratiques d'autant que les 2°C qui constituaient encore il y a deux ans un horizon à ne pas dépasser ? Deux solutions : soit la prendre de force ailleurs, soit être raisonnable et aller vers une décroissance énergétique ordonnée avant qu'elle ne nous soit imposée à tous d'une façon brutale.

Pour les pays développés de l'Ocde, il faut s'organiser pour aller la prendre par la force et tous les subterfuges sont bons- notamment la démocratie aéroportée, sont bons. Le dernier sommet de l'Otan s'est déroulé à Chicago les 20 et 21 mai dans un climat, dit-on de consensus apparent. Daniel Durand, rapporte l'un des paragraphes du communiqué qui réaffirme que « les armes nucléaires sont une composante essentielle des capacités globales de dissuasion et de défense de l'Otan, aux côtés des forces conventionnelles et des forces de défense antimissile. Que cache cette volonté de faire référence à des « menaces » très larges depuis la mondialisation, les cybermenaces, le risque de perturbation des approvisionnements en énergie ? »[1]

En clair, l'Otan qui devrait avoir disparu avec la disparition de son équivalent - le Pacte de Varsovie - est plus que jamais « intervenante », avec « l'autorisation » obligatoire des Nations unies, ce « grand machin », disait de Gaulle.

Dans le même ordre et d'une façon plus soft, la Banque Mondiale s'occupe de verdir l'économie. Dans son dernier rapport « Pour que la croissance verte ne soit plus considérée comme l'apanage des pays riches », la Banque mondiale s'est mise à l'énergie verte : « Lancé au Sommet mondial sur la croissance verte de Séoul, le rapport "Inclusive Green Growth : The Pathway to Sustainable Development" de mai 2012, se penche sur la pertinence d'une croissance respectueuse de l'environnement et solidaire pour un développement durable, et propose un cadre d'analyse qui intègre les contraintes des facteurs environnementaux (atmosphériques, terrestres et marins) dans les plans de croissance économique nécessaires pour réduire la pauvreté ».

« Le rapport démystifie l'idée qu'une démarche de croissance verte est un luxe que la plupart des pays ne peuvent s'offrir, en faisant ressortir au contraire que les principaux barrages en la matière résident plutôt dans les obstacles politiques, l'existence de comportements fortement ancrés et l'absence d'instruments de financement adaptés. (...) Les États sont appelés à revoir la manière dont ils abordent les politiques de croissance et à mesurer non seulement ce qui est produit mais aussi la valeur de ce qui est épuisé et pollué dans le même temps. Selon le rapport, le fait d'accorder de la valeur au capital naturel - terres agricoles, ressources minérales, fleuves, océans, forêts, biodiversité - et d'attribuer des droits de propriété, devrait suffire à inciter les pouvoirs publics, l'industrie et les particuliers à gérer ce capital de manière efficace, solidaire et durable. La Banque Mondiale soutient très vigoureusement l'incorporation du capital naturel dans les comptes nationaux et cherchera à obtenir l'engagement des pays lors du Sommet de Rio + 20 que les Nations unies organisent au Brésil le mois prochain. (...) »
Comment conjurer un futur de plus en plus chaotique ?

Pierre Rabhi, paysan-philosophe face à la disparition des questions écologiques dans le débat politique, et à la frénésie marchande qui nous a pris en otages, invite à repenser la vie sur un mode à la fois « sobre et puissant ». Et à inventer, pour éviter des explosions sociales et un chaos généralisé, un autre modèle de civilisation. Dans cet entretien, il met au coeur de son modèle la sobriété en tout.

Écoutons-le : « Je ne me réjouis pas, déclare-t-il, de cette situation, mais je me dis finalement que l'être humain a besoin d'entrer dans des impasses pour mieux comprendre. Les impasses peuvent soit finir sur un chaos généralisé, soit permettre d'initier autre chose. Le chaos est tout à fait possible : une sorte de cocotte-minute d'incertitudes et d'inquiétudes est en train de miner les âmes et les consciences. Notre modèle de société montre son inadéquation, son incapacité à continuer. Si

nous nous y accrochons, ce sera le dépôt de bilan planétaire. Tous les pays émergents veulent vivre à la moderne. Où va-t-on puiser les ressources ? »[3]

Le philosophe nous invite à changer de paradigme : « Il y a aujourd'hui à repenser la vie sur un mode qui soit à la fois sobre et puissant. Je crois beaucoup à la puissance de la sobriété. Je ne crois pas à la puissance des comptes en banque. La vraie puissance est dans la capacité d'une communauté humaine à se contenter de peu mais à produire de la joie. Notre société déborde de tout, mais nous sommes un des pays les plus consommateurs d'anxiolytiques, pour réparer les dégâts que produit la "société de la matière" ! Nous sommes une espèce de planète psychiatrique. Combien de souffrances produisons-nous? Les citoyens ne sont pas véritablement conscients de l'enjeu de l'écologie que nous sommes obligés d'avoir une écologie politique pour lui donner une place au forceps. (...) La civilisation moderne est la civilisation la plus fragile de toute l'histoire de l'humanité. Plus d'électricité, de pétrole, de télécommunications et la civilisation s'écroule. Elle ne tient sur rien du tout. »[3]

S'inscrivant en faux contre le mythe du progrès, il écrit : « Le progrès ne libère pas. (...) Il faut que l'humanité se pose la question: le progrès, pour quoi faire ? Et avant : qu'est-ce que vivre ? S'il s'agit juste de consommer, je n'appelle pas ça la vie, cela n'a aucun intérêt. Nous sommes devenus des brigades de pousseurs de caddies. Cela me terrifie. Nous sommes revenus au néolithique : nous sommes des cueilleurs, nous passons dans les rayons et nous cueillons. Tout cela n'est pas bon. On a évoqué la décroissance, qui est considérée comme une infamie dans le monde d'aujourd'hui : remettre en cause la croissance ! Au Moyen Âge, j'aurais été brûlé vif. Le progrès technologique ne rétablit pas de l'équité dans le monde, au contraire. Une minorité en bénéficie. Ce ne sont pas les pays en voie de développement qui consomment le plus de voitures ou de frigos. C'est un leurre de dire que la planète ne pourra pas suffire, parce que nous serons plus nombreux. C'est une injustice totale : sur 7 milliards d'humains aujourd'hui, la moitié n'a pas accès à la nourriture pendant que les autres se bâfrent et gaspillent à outrance. Un cinquième de l'humanité consomme les 4/5 ème des ressources produites. Ce serait très pernicieux d'invoquer la démographie pour dire qu'on ne va pas s'en sortir. Non! Plusieurs milliards d'humains ne s'en sortent déjà pas. Ce ne sont pas les pauvres qui épuisent les ressources. La démographie n'est pas en cause. Je sens cet argument s'insinuer de façon vicieuse. Aujourd'hui, les jeunes ne savent pas quelle place ils auront et s'ils auront une place dans l'avenir »[3]

A la question d'où peut venir le changement ? avec sa lucidité décapante, Pierre

Rabhi propose : « Vous pouvez manger bio, recycler votre eau, vous chauffer à l'énergie solaire, tout en exploitant votre prochain, ce n'est pas incompatible! Le changement radical de la société passe par une vision différente de la vie. L'humain et la nature doivent être au coeur de nos préoccupations. (...) Voilà ce qu'une civilisation digne de ce nom devrait pouvoir fournir à tout le monde. Aucun bonheur n'est possible sans la satisfaction des besoins vitaux. Notre civilisation a la prétention de nous libérer alors qu'elle est la civilisation la plus carcérale de l'histoire de l'humanité. De la maternelle à l'Université, nous sommes enfermés, ensuite tout le monde travaille dans des boîtes. Même pour s'amuser on va en boîte, assis dans sa caisse. Enfin, on a la boîte à vieux quand on n'en peut plus, qu'on est usé, avant de nous mettre dans une dernière boîte, la boîte définitive ».[3]

« Ceux qui ont de l'argent, conclut-il, commettent un hold-up légalisé sur le bien de tous. Un vol illicite mais normalisé par la règle du jeu. L'argent rend l'humanité complètement folle et démente. Aujourd'hui, on achète le bien des générations futures. Je possède de la terre, mais je suis prêt à dire que ce n'est pas la mienne. Je l'ai soignée pour qu'elle soit transmise à mes enfants ou à d'autres gens. (...) Ce que je regrette, c'est qu'on ne se mette pas sur la voie du changement. Ce modèle a été généré par l'Europe. La première victime de ce nouveau paradigme, cette nouvelle idéologie, c'est l'Europe elle-même. (...) Nous sommes dans un système «pompiers-pyromane»: il produit les dégâts et prétend en plus les corriger. On met des rustines au lieu de changer de système : ce n'est pas une posture politique intelligente. »[3]

Un exemple d'anomie : l'Algérie

Nous donnons l'impression d'être dans un avion sans pilote. Avons-nous un cap ? Pendant que les pays développés font assaut d'intelligence pour aller de l'avant, même si cela se fait au détriment de la nature exception faite de prouesses technologiques qui tourne le dos à l'ébriété énergétique par les énergies fossiles comme par exemple l'avion solaire impulse a décollé de Suisse avec une halte en Espagne, sur son chemin vers le Maroc, avec la seule puissance de ses cellules solaires.

L'Algérie donne l'impression de rentrer dans l'avenir à reculons. Pourtant nous avons plus que jamais besoin d'une stratégie énergétique pour une utilisation rationnelle de l'énergie et d'investissement à marche forcée dans le renouvelable.

Il est vrai que nous sommes encore englués dans les schémas du passé car un pays sans cap ne peut aller loin, il travaille au jugé, sans prise sur le futur. Nous allons perdre beaucoup en ne prenant pas le train des nouvelles mutations. La recherche

et la formation universitaire doivent être partie prenante et il est hautement souhaitable qu'une vision opérationnelle d'un pan de recherche soit dédiée à l'accompagnement de la stratégie énergétique, la stratégie pour l'eau (c'est aussi de l'énergie).

Plus largement, les pays du Maghreb doivent établir des stratégies d'énergies renouvelables et développer des partenariats rentables. Dans ce cadre, l'Union maghrébine pourrait avoir un second souffle. Le Maghreb n'irait plus en ordre dispersé mais pourrait, valablement, avec le poids qu'il représente (plus de 5 millions de km²; 85 millions d'habitants en grande majorité jeunes, de l'énergie), influencer d'une façon positive sur son devenir au lieu d'attendre que les autres (Européens, Américains, Chinois) nous organisent. Il nous faut décliner le concept d'une réelle Unité maghrébine, forgée par l'histoire, la culture et la langue à la réalité du XXI^e siècle en commençant par la mise en place d'un système éducatif performant. Dans ce cadre de l'indépendance énergétique, de l'Union du Maghreb, les décideurs politiques peuvent tirer profit de la valorisation du Sahara dans le cadre du solaire et de l'éolien. Nous ne devons pas rester spectateurs mais acteurs de notre destin.[4]

Conclusion

Alexis de Tocqueville avait pointé du doigt dans son ouvrage : « De la démocratie en Amérique » comment l'argent fausse tout et fait d'une communauté de citoyens des bêtes sauvages où la guerre de tous contre tous est le b a b a du marché . Les gens cupides dit-on sont ceux qui ont peur du manque et de la mort. Bien qu'ils thésaurisent sans fin, vient le jour où on doit faire ses valises.

On dit que sur le point de mourir, Alexandre le Grand demanda : « Que son cercueil soit transporté à bras d'hommes par les meilleurs médecins de l'époque. Que les trésors qu'il avait acquis (argent, or, pierres précieuses...), soient dispersés tout le long du chemin jusqu'à sa tombe, et...Que ses mains restent à l'air libre se balançant en dehors du cercueil à la vue de tous. Je veux, dit-il, que les médecins les plus éminents transportent eux-mêmes mon cercueil pour démontrer ainsi que face à la mort, ils n'ont pas le pouvoir de guérir... Je veux que le sol soit recouvert de mes trésors pour que tous puissent voir que les biens matériels ici acquis, restent ici-bas... - Je veux que mes mains se balancent au vent, pour que les gens puissent voir que les mains vides nous arrivons dans ce monde et les mains vides nous en repartons quand s'épuise pour nous le trésor le plus précieux de tous : le temps. »

Prendre son temps, goûter et apprécier à chaque moment la vie est peut-être là le

secret d'une vie bien remplie que l'on quitte sans regret peut être même avec la satisfaction d'avoir été utile. « J'ai fait un peu de bien, c'est mon meilleur ouvrage » disait Montaigne.

Aujourd'hui, notre planète est intoxiquée par un gaspillage effréné, une addiction aux énergies fossiles avec en prime un mauvais recyclage des déchets. Nous avons dépassé « l'overshoot day », le jour du dépassement, chaque année plus tôt. La terre n'en peut plus et nous le fait savoir par des changements climatiques erratiques de plus en plus imprévisibles dans le temps et en intensité. Les modélisations du climat sont toujours aussi imprécises et on nous dit que nous devons faire notre deuil du seuil de 2°C à ne pas dépasser et qui pendant longtemps était un horizon indépassable et que curieusement est de plus accepté. Le paradigme des pays industrialisés et même des pays émergents est : « après nous le déluge » Ils se moquent bien du développement durable. Rien ne doit résister au « money-théisme », la nouvelle religion de l'argent.

Notes

Daniel Durand. Sommet de l'Otan : consensus de façade

Pierre Rabhi : « Si nous nous accrochons à notre modèle de société, c'est le dépôt de bilan planétaire » Agnès Rousseaux, Ivan du Roy

C.E. Chitour <http://robocup555.blogs.nouvelobs.com/trackback/211245>

Source : notre-planete.info, http://www.notre-planete.info/actualites/actu_3388_defis_developpement_durable.php

Pierre Rabhi : « Si nous nous accrochons à notre modèle de société, c'est le dépôt de bilan planétaire »

par Agnès Rousseaux, Ivan du Roy 7 mai 2012, BastaMag

Et si, après une stressante campagne électorale, on respirait un peu ? Quelle société voulons-nous aujourd'hui construire ? « *La croissance est un problème, pas une solution* », affirme Pierre Rabhi, paysan-philosophe. Face à la disparition des questions écologiques dans le débat politique, et à la frénésie marchande qui nous a pris en otages, il invite à repenser la vie sur un mode à la fois « sobre et puissant ». Et à inventer, pour éviter des explosions sociales et un chaos généralisé, un autre modèle de civilisation. Entretien.

Basta ! : Vous défendez une société de la sobriété. Les crises actuelles et l'austérité qui menace vont-elles permettre de remettre en question le système économique dans lequel nous vivons ?

Pierre Rabhi [1] : Je ne me réjouis pas de cette situation, mais je me dis finalement que l'être humain a besoin d'entrer dans des impasses pour mieux

comprendre. Les impasses peuvent soit finir sur un chaos généralisé, soit permettre d'initier autre chose. Le chaos est tout à fait possible : une sorte de cocotte-minute d'incertitudes et d'inquiétudes est en train de miner les âmes et les consciences. Qu'une seule ville explose et toute la France explose. Le problème aujourd'hui n'est pas de se réjouir de cela, mais de voir ce qu'on peut tirer de cette évolution. Notre modèle de société montre son inadéquation, son incapacité à continuer. Si nous nous y accrochons, ce sera le dépôt de bilan planétaire. Tous les pays émergents veulent vivre à la moderne. Où va-t-on puiser les ressources ? C'est totalement irréaliste. Il y a aujourd'hui à repenser la vie sur un mode qui soit à la fois sobre et puissant. Je crois beaucoup à la puissance de la sobriété. Je ne crois pas à la puissance des comptes en banque. La vraie puissance est dans la capacité d'une communauté humaine à se contenter de peu mais à produire de la joie. Notre société déborde de tout, mais nous sommes un des pays les plus consommateurs d'anxiolytiques, pour réparer les dégâts que produit la « société de la matière » ! Nous sommes une espèce de planète psychiatrique. Combien de souffrances produisons-nous ?



Pendant la campagne électorale, l'écologie a quasiment disparu du débat politique. Qu'en pensez-vous ?

C'est parce que les citoyens ne sont pas véritablement conscients de l'enjeu de l'écologie que nous sommes obligés d'avoir une écologie politique pour lui donner une place au forceps. Dans la réalité, l'écologie concerne absolument tout le monde. Je suis évidemment reconnaissant envers ceux qui essaient de placer l'écologie dans le débat politique. Mais c'est une anomalie. Car l'écologie est une affaire de tous. C'est ce qui détermine l'existence de tout individu, du phénomène

de la vie. Nous sommes donc tous concernés.

Selon vous, le progrès technologique nous asservirait ?

La civilisation moderne est la civilisation la plus fragile de toute l'histoire de l'humanité. Plus d'électricité, de pétrole, de télécommunications et la civilisation s'écroule. Elle ne tient sur rien du tout. Le progrès ne libère pas. Plusieurs avancées ont apporté un certain bien-être. Mais ce bien-être n'est pas forcément partagé. Il faut que l'humanité se pose la question : le progrès, pour quoi faire ? Et avant : qu'est-ce que vivre ? S'il s'agit juste de consommer, je n'appelle pas ça la vie, cela n'a aucun intérêt. Nous sommes devenus des brigades de pousseurs de Caddie. Cela me terrifie. Nous sommes revenus au néolithique : nous sommes des cueilleurs, nous passons dans les rayons et nous cueillons. Tout cela n'est pas bon. On a évoqué la décroissance, qui est considérée comme une infamie dans le monde d'aujourd'hui : remettre en cause la croissance ! Au Moyen Âge, j'aurais été brûlé vif.

Peut-on se passer de l'industrie et du progrès technologique sur une planète qui comptera bientôt 9 milliards d'êtres humains ?

Le progrès technologique ne rétablit pas de l'équité dans le monde, au contraire. Une minorité en bénéficie. Ce ne sont pas les pays en voie de développement qui consomment le plus de voitures ou de frigos. C'est un leurre de dire que la planète ne pourra pas suffire, parce que nous serons plus nombreux. C'est une injustice totale : sur 7 milliards d'humains aujourd'hui, la moitié n'a pas accès à la nourriture pendant que les autres se bâfrent et gaspillent à outrance. Un cinquième de l'humanité consomme les 4/5es des ressources produites. Ce serait très pernicieux d'invoquer la démographie pour dire qu'on ne va pas s'en sortir. Non ! Plusieurs milliards d'humains ne s'en sortent déjà pas. Ce ne sont pas les pauvres qui épuisent les ressources. La démographie n'est pas en cause. Je sens cet argument s'insinuer de façon très vicieuse.

Pourquoi, après avoir été ouvrier, avez-vous choisi de devenir paysan ?

J'ai accompli mon retour à la terre, ici en Ardèche, en 1961, parce que je considère que notre système n'a pas d'intérêt. Je n'ai pas envie d'être né pour produire, pour consommer et mourir. C'est une destinée un peu limitée ! Je suis né pour vivre, je suis né pour admirer. Si on doit toute sa vie besogner pour que les poubelles débordent de déchets, cela n'a aucun sens. Il n'y a pas si longtemps, en mai 68, les jeunes défilaient dans les rues pour protester contre la société de consommation. C'était l'excès. Leur intuition était forte : nous ne sommes pas des consommateurs. Les gagneurs d'argent, la frénésie marchande nous ont pris en otages pour faire de nous des gens qui doivent absolument consommer pour faire

monter le produit national brut. C'est complètement stupide. Les jeunes disaient : on ne tombe pas amoureux d'un produit national brut ! Ils lançaient des slogans très importants, qui étaient un appel à la vie. Nous ne vivons pas : nous sommes conditionnés, endoctrinés, manipulés, pour n'être que des serviteurs d'un système. Ils ressentaient ce besoin de sursaut de la vie. Depuis, je ne vois plus les jeunes défiler dans la rue pour dire qu'ils ont trop. Nous sommes au contraire entrés dans la phase du manque. Les certitudes d'une idéologie triomphante, c'est terminé ! Aujourd'hui, les jeunes ne savent pas quelle place ils auront et s'ils auront une place dans l'avenir. Ce système-là peut-il encore perdurer ? Non. Il ne faut donc pas s'illusionner et se raconter des histoires : notre système arrive à ses limites. Il faut maintenant que l'imagination se mette en route, pour en créer un autre.

D'où peut venir le changement ? D'abord de chaque individu ou de transformations portées collectivement ?

Vous pouvez manger bio, recycler votre eau, vous chauffer à l'énergie solaire, tout en exploitant votre prochain, ce n'est pas incompatible ! Le changement radical de la société passe par une vision différente de la vie. L'humain et la nature doivent être au cœur de nos préoccupations. Le rôle de l'éducation est souverain : et si on éduquait les enfants au contentement et non à l'avidité permanente ? Une avidité stimulée par la publicité, qui affirme qu'il nous manque toujours quelque chose. Cette civilisation du besoin chronique et permanent, sans cesse ressassé, installe dans les esprits la sensation de manque. Le phénomène de la vie, ce qui fait que nous existons, devrait avoir une place dans l'éducation des enfants. Or nous n'avons que des structures éducatives qui occultent complètement les fondements de la vie pour, le plus vite possible, fabriquer un petit consommateur et un petit producteur pour le futur. Cela en fait un petit ignorant qui s'occupera bien davantage de savoir comment il va avoir un bon boulot malgré la compétitivité.

L'exigence fondamentale, c'est que tout le monde puisse manger, se vêtir, se soigner. Voilà ce qu'une civilisation digne de ce nom devrait pouvoir fournir à tout le monde. Aucun bonheur n'est possible sans la satisfaction des besoins vitaux. Notre civilisation a la prétention de nous libérer alors qu'elle est la civilisation la plus carcérale de l'histoire de l'humanité. De la maternelle à l'Université, nous sommes enfermés, ensuite tout le monde travaille dans des boîtes. Même pour s'amuser on va en boîte, assis dans sa caisse. Enfin, on a la boîte à vieux quand on n'en peut plus, qu'on est usé, avant de nous mettre dans une dernière boîte, la boîte définitive.

Comment convaincre ceux qui profitent le plus de la société de consommation et d'accumulation ?

Qui enrichit ces gens-là ? C'est nous. Ils s'enrichissent parce que des gens insatiables achètent de plus en plus, parce que toute une communauté humaine leur donne les pleins pouvoirs. Ils n'existent que parce que nous les faisons exister. Je ne roule pas en char à bœufs mais en voiture, je pollue malgré moi, j'ai le confort moderne. Ce qui fausse tout, c'est que cela devient prétexte à un enrichissement infini. Ce serait différent si les objets fabriqués par le génie du monde moderne avaient vocation à améliorer la condition humaine. Nous donnons très peu de place à ce qui est indispensable, à ce qui amène véritablement la joie. Et nous ne mettons aucune limite au superflu.

Cela signifie donc s'attaquer aux puissances de l'argent ?

L'argent est noble quand il permet l'échange. C'est plus facile d'avoir quelques billets dans sa poche que de transporter deux kilos de pommes de terre. L'argent n'est pas à récuser dès lors qu'il participe au mécanisme de régulation du bien-être entre tous. Mais quand il régule seulement la richesse, non. Toutes les choses vitales, les biens communs – eau, air, terre, semences – devraient être soustraites à la spéculation. Ceux qui ont de l'argent commettent un hold-up légalisé sur le bien de tous. Un vol illicite mais normalisé par la règle du jeu. L'argent rend l'humanité complètement folle et démente. Aujourd'hui, on achète le bien des générations futures. Je possède de la terre, mais je suis prêt à dire que ce n'est pas la mienne. Je l'ai soignée pour qu'elle soit transmise à mes enfants ou à d'autres gens.

Comment soustraire les biens communs à ceux qui spéculent ?

Admettons qu'on aille jusqu'à la logique extrême : un jour, un petit groupe d'humains hyperriches va posséder la planète. Aux enfants qui arriveront, on leur dira qu'ils sont locataires. Qu'ils doivent payer leur droit d'exister. C'est stupide. C'est navrant. C'est d'une laideur infinie. Parce que j'ai de l'argent, j'ai le droit sur tout... C'est là que le politique devrait réguler. Mais, pour l'instant, les responsables politiques sont là pour maintenir en vie cette inégalité criante. Ils font de l'acharnement thérapeutique sur un modèle moribond. On peut le mettre sous perfusion tant qu'on voudra... on sait très bien qu'il est fini. Le drame serait que tout cela finisse dans le chaos, si on ne met pas en place une nouvelle orientation de la vie.

Il faut changer les règles du jeu démocratique, dites-vous... Pour aller vers quoi ?

On ne peut pas changer un monstre pareil du jour au lendemain. Ce que je regrette, c'est qu'on ne se mette pas sur la voie du changement. Ce modèle a été généré par l'Europe. La première victime de ce nouveau paradigme, cette nouvelle idéologie, c'est l'Europe elle-même. L'Europe était une mosaïque extraordinaire. Tout a été

nivelé, standardisé. Et on a exporté ce modèle partout ailleurs, en mettant un coup de peinture « démocratie » là-dessus. Aujourd'hui ce modèle se délite, il n'a aucun moyen d'être réparé. Il faut aller vers autre chose. Ce que propose la société civile : elle est le laboratoire dans lequel est en train de s'élaborer le futur. Partout des gens essayent de faire autrement. Un État intelligent devrait encourager ça. Sinon, cela se fera sous la forme d'explosion sociale. Une grande frange des citoyens sont secourus par les dispositifs de l'État. Cela ne durera pas. Le jour où la société ne pourra plus produire de richesses, où prendra-t-on ce qu'il faut pour soutenir ceux qui sont relégués ? Nous sommes dans un système « pompier-pyromane » : il produit les dégâts et prétend en plus les corriger. On met des rustines au lieu de changer de système : ce n'est pas une posture politique intelligente.

Recueilli par Ivan du Roy et Agnès Rousseaux

Vidéo : Agnès Rousseaux

ACTUALITÉS

Au Venezuela, les paramilitaires tirent sur les civils en pleine rue

Mac Slavo ShtfPlan 1 mars 2016

En conséquence de son effondrement économique, le chaos règne aujourd'hui dans les rues du Venezuela.

Et en conséquence, les produits alimentaires qui font l'objet de rationnements sont en rupture de stocks, les prix ne cessent plus de gonfler, et des millions de personnes font la queue pour pouvoir se procurer les produits qui sont encore disponibles. Les marchés noirs sont en essor, et les gens s'aident entre voisins. Ils doivent cependant faire face à un État jaloux qui cherche désespérément à rester au pouvoir.



L'[effondrement du prix du pétrole à l'échelle globale](#) a fait plonger la nation socialiste d'Amérique du Sud dans une situation désastreuse. Le Venezuela a un peu plus de pétrole que l'Arabie Saoudite, et exporte les plus gros volumes de pétrole après l'OPEP. Il a été plus vulnérable encore que la [Russie](#) à la guerre économique qui s'est développée ces dernières années.

Le pays va très mal, et voilà longtemps que la situation se dégrade. Nicolas Maduro est monté au pouvoir après la mort de Chavez en 2013, mais sans la force du culte de la personnalité de Chavez, il a été incapable de tenir ensemble l'économie irréaliste de son pays – et son peuple est au bord de la révolte.

Maduro, aujourd'hui politiquement affaibli, a récemment fait preuve d'une poigne de fer, et certains l'accusent d'avoir eu recours à des forces paramilitaires pour débarrasser le pays des dissidents. Ces forces d'exécution auraient plus ou moins assassiné tous ceux soupçonnés d'être associés aux manifestations anti-Maduro. C'était vrai sous Chavez, mais cette forme de répression est désormais bien plus découverte.

Parce que l'Etat contrôle les médias au Venezuela, et parce que la presse internationale hésite à s'intéresser au problème, il est difficile de savoir ce qui se passe vraiment. Ces événements ont très peu fait entendre parler d'eux, bien que certains aient pu faire surface sur YouTube.

[The Caracas Chronicles](#) est l'une des rares ressources qui nous permettent aujourd'hui de savoir ce qui se passe :

Ce que nous avons vu n'étaient pas des confrontations de rue, mais une offensive menée par l'Etat pour supprimer et terroriser ses opposants.

[...]

La nuit dernière, des habitants terrorisés ont parlé de l'arrivée de troupes paramilitaires qui ont patrouillé à moto des quartiers de classe moyenne, tiré sur des gens et pénétré de force dans des appartements pour s'en prendre à tous ceux qui semblaient être des opposants au régime.

Les gens continuent d'être arrêtés pour avoir simplement manifesté, et l'ONG Human Rights, établie de longue date dans le pays, a appelé à une enquête d'urgence suite aux plaintes de torture de certains détenus. Des douzaines d'abus des droits de l'Homme ont désormais été enregistrés : la garde nationale aurait lancé des bombes lacrymogènes dans des bâtiments résidentiels, et des soldats auraient tiré sur des civils en pleine rue.

Et ce n'est là que ce que nous apprenons en temps réel au travers de Twitter et YouTube, avant même que des enquêtes soient menées. Les médias en ligne seront les prochains à être pris pour cibles. Une ville de 645.000 habitants vient de se voir couper l'accès à internet dans le cadre des répressions croissantes, et notre blog a fait l'objet d'une campagne de blocage sur Facebook.

La répression du peuple du Venezuela est importante et chaotique, comme nous pouvons le voir au travers des vidéos. Un coup contre Maduro pourrait aujourd'hui être manigancé, mais il refusera de tomber sans avoir d'abord attaqué le peuple qui s'oppose à lui.

ATTENTION la bulle obligataire va nous éclater dans la gueule !

par BA - Les billets de BA Blog du Yéti 02 mars 2016

Des bulles comme s'ils en pleuvaient...

Il n'y a pas que la bulle boursière dans la vie.

Il n'y a pas que la bulle bancaire.

Il n'y a pas que la bulle chinoise.

Il n'y a pas que la bulle immobilière.

Il n'y a pas que la bulle de l'extraction pétrolière.

Il n'y a pas que la bulle de l'art contemporain.

Il n'y a pas que la bulle du secteur de l'acier.

Il y a aussi la bulle obligataire.

Le point au mercredi 2 mars 2016 :

La bulle obligataire gonfle de plus en plus.

Le Japon gagne de l'argent quand il emprunte !

Taux à 10 ans : - 0,024 %

Le Japon emprunte à 10 ans à un taux négatif.

La Suisse gagne de l'argent quand elle emprunte !

Taux à 10 ans : - 0,428 %

L'Allemagne gagne de l'argent quand elle emprunte !

Taux à 8 ans : - 0,121 %

La France gagne de l'argent quand elle emprunte !

Taux à 6 ans : - 0,119 %

Taux à 5 ans : - 0,215 %

Taux à 3 ans : - 0,375 %

Taux à 2 ans : - 0,434 %

Des génies ! Nos banquiers centraux sont des génies... de l'explosif !

« L'explosion de la bulle obligataire sera pire que celle des subprimes »
(Patrick Arthus, chef économiste chez Natixis).

« Si d'un seul coup il y a un accroc, je vous assure que tout va partir dans
tous les sens » (Philippe Béchade, président des Éconolastes).

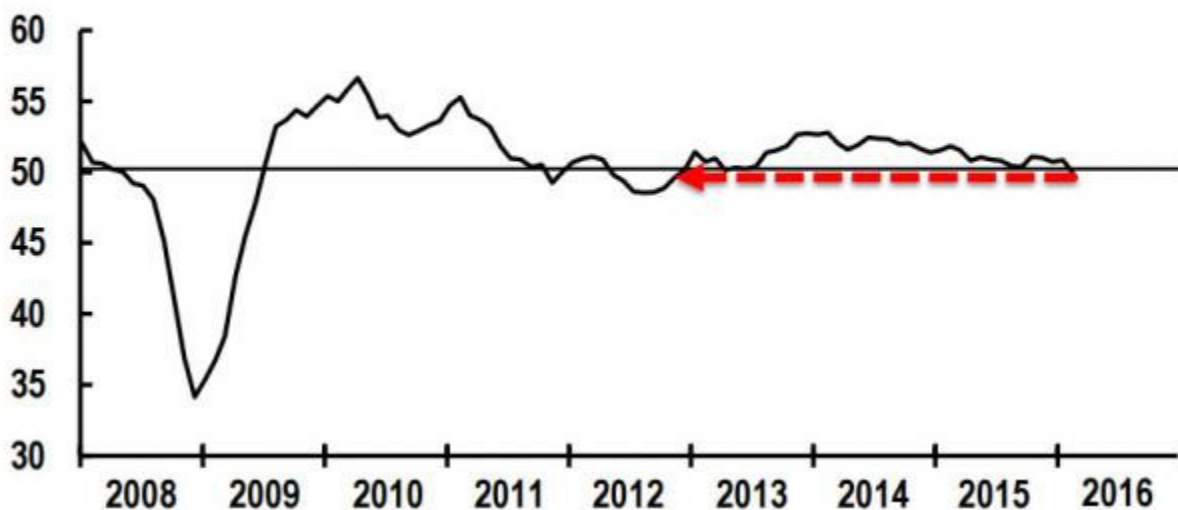


<https://youtu.be/WuOn8yb67L4>

Encephalogramme plat pour l'économie globale, signale un nouveau round de stimulation

Bruno Bertez 2 mars 2016

JPMorgan Global Manufacturing PMI



La stagnation est insupportable car les promesses enracinées dans les passifs du système sont top colossales et surtout les obligations de court terme sont à des niveaux records; nous sommes vraiment dans le « coûte que coûte ». La mise du crédit sur les marchés (le market based crédit) équivaut à un raccourcissement de tous les horizons puisque tout est liquidable sur un marché. La distinction court/long n'existe plus, tout a été »court termisé. »

Les problèmes du passif, des répartitions, les problèmes de la dette et des marchés masquent les problèmes réels. Et eux sont bien plus importants car on ne peut les

traiter par les incantations et la magie financière. Il ne suffit pas rajouter des zéros dans les livres de comptes!

les problèmes réels, les vrais qui comptent sont :

- la chute de la productivité globale
- la stagnation de l'investissement productif
- la diversion du capital et du fonds d'épargne vers les emplois spéculatifs.

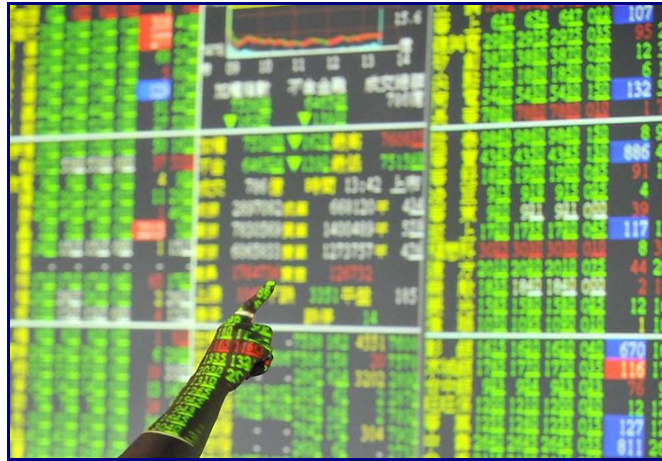
La prise de conscience de cette situation effrayante a été favorisée par le dernier G20 qui vient de se terminer à Shanghai. Et le résultat c'est ceci: une nouvelle vague d'inflation boursière. Pourquoi? Réponse: parce que les réflexes de Pavlov ont été bien ancrés, les marchés restent conditionnés par 7 ans de stimuli-monnaïres/ réponses-hausse des actifs. Est ce que le conditionnement reste adapté, est-ce qu'il produit une bonne réponse? Attendons un peu car les conditions de l'expérience ont changé, les « docteurs » Mengele de l'économie mondiale semblent ne plus croire à leurs remèdes.

La dialectique bad news/good news



Les cinq anomalies qui minent l'économie mondiale

Nouriel Roubini / président de Roubini Global Economics | Le 11/02 www.lesechos.fr/



Dans la plupart des pays avancés et émergents, la situation de l'économie réelle est très mauvaise. Récemment encore, les marchés financiers atteignaient pourtant des sommets. Ca ne pouvait pas durer éternellement.

de Nouriel Roubini

Depuis le début de l'année, l'économie mondiale est confrontée à une nouvelle période de grande volatilité des marchés financiers, ce qui se traduit par la chute brutale des prix des actions et des autres actifs à risque. De nombreux facteurs sont en cause : l'inquiétude quant à un atterrissage brutal de l'économie chinoise, la crainte du fléchissement de la croissance américaine au moment où la Fed commence à augmenter les taux d'intérêt, la peur de l'escalade du conflit irano-saoudien et les signes de grande faiblesse affichés par la demande mondiale - avec en tête la dégringolade du prix du pétrole et des matières premières.

La chute du prix du pétrole, le manque de liquidités sur les marchés, l'endettement croissant des sociétés (surtout américaines) du secteur de l'énergie et la fragilité des pays exportateurs de pétrole alimentent la crainte de défauts de paiement et de crise systémique sur les marchés du crédit.

Ces risques sont d'autant plus menaçants que l'économie mondiale est confrontée à cinq anomalies. Une : la croissance potentielle des pays développés et émergents diminue en raison du fardeau de la dette publique et privée, de toutes les incertitudes qui freinent les investissements et du vieillissement rapide de la population (ce qui implique une épargne à la hausse et des investissements à la

baisse). Par ailleurs, de nombreuses innovations technologiques n'ont pas débouché sur une amélioration de la productivité et le rythme des réformes structurelles reste lent.

Deux : la croissance réelle est anémique et reste inférieure à la tendance potentielle en raison du douloureux processus de désendettement qui a débuté aux Etats-Unis, ensuite en Europe et maintenant dans les pays émergents surendettés.

Trois : les choix économiques - en particulier les mesures monétaires - sont de moins en moins orthodoxes. La distinction entre politique monétaire et budgétaire devient de plus en plus floue. Il y a dix ans, qui avait entendu parler de taux d'intérêt nuls, de relâchement monétaire, de relâchement du crédit ou de dépôts bancaires à taux d'intérêt négatif ? Personne, parce que ces outils non orthodoxes de politique monétaire n'existaient pas. Mais ils sont devenus la norme dans la plupart des pays avancés - et même dans certains pays émergents.

Quant aux décisions récentes et aux signaux envoyés par la Banque centrale européenne et la Banque du Japon, ils renforcent l'impression qu'il y aura encore davantage de mesures non orthodoxes dans l'avenir. Certains observateurs ont vu dans toutes ces mesures (et dans le gonflement concomitant du bilan des banques centrales) une forme de dépréciation des devises fiduciaires.

Selon eux, il devait en résulter une inflation galopante (voire une hyperinflation), une forte hausse des taux d'intérêt à long terme, un effondrement du dollar, une montée en flèche du prix de l'or et d'autres matières premières et le remplacement de devises fiduciaires dévaluées par des cryptomonnaies comme le [bitcoin](#). Au lieu de cela - et c'est la quatrième anomalie -, l'inflation est encore trop faible et reste orientée à la baisse dans les pays avancés, malgré les mesures non orthodoxes et les bilans à la hausse. Le niveau quasi nul de l'inflation tient à ce que le lien traditionnel de cause à effet entre la masse monétaire et les prix a été rompu, essentiellement parce que les banques accumulent la masse monétaire supplémentaire sous forme d'un excédent de réserve, plutôt que de la prêter.

Par ailleurs, le chômage reste élevé, ce qui fait que les travailleurs ne sont guère en position de négociateur. Et, dans de nombreux pays, on note un manque de tension très prononcé sur les marchés de produits, avec, pour les entreprises, un important écart de production et une faible marge de manoeuvre pour fixer les prix (un problème de surcapacité, exacerbé par le surinvestissement chinois).

Cinquième anomalie : après une baisse massive des prix de l'immobilier résidentiel dans des pays dont l'économie a évolué en dents de scie, les prix du pétrole, de l'énergie et d'autres matières premières se sont effondrés. Cela résulte du ralentissement chinois, d'un dollar fort qui diminue le prix des matières

premières et de l'augmentation de l'offre en énergie et en métaux industriels (après des explorations couronnées de succès et un excès d'investissement dans les nouveaux gisements).

Les récentes turbulences des marchés ont déclenché la déflation de la bulle mondiale des actifs due au relâchement monétaire, même si la généralisation de mesures monétaires non orthodoxes risque de la prolonger encore un certain temps. Dans la plupart des pays avancés et émergents, la situation de l'économie réelle est très mauvaise, tandis qu'encore récemment les marchés financiers atteignaient de nouveaux sommets, aidés en cela par l'intensification du relâchement monétaire mis en oeuvre par les banques centrales. La question est de savoir combien de temps les marchés financiers et l'économie réelle pourront diverger.

Mais cette divergence n'est qu'un des aspects de l'anormalité de l'économie mondiale, l'autre étant la faible réaction des marchés financiers - au moins jusqu'à présent - à l'augmentation des risques géopolitiques (notamment ceux liés au Moyen-Orient), à la crise identitaire de l'Europe, à la hausse des tensions en Asie et à une Russie plus agressive. A nouveau, on peut se demander combien de temps encore les marchés pourront faire fi non seulement de l'économie réelle, mais aussi des [risques politiques](#).

En savoir plus sur <http://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/021683773311-les-cinq-anomalies-qui-minent-leconomie-mondiale-1199360.php?AYdQQHJQERrgoww6.99>

Pétrole de schiste : les producteurs US réduisent la production

Charles Sannat 1 mars 2016

Entre les sociétés de gaz de schiste qui ferment et celles qui réduisent leur production, le moral n'est plus au beau fixe ni à l'euphorie dans les États américains producteurs.

Il se passe exactement la même chose au Canada. Quand on connaît l'impact sur la croissance de ces deux pays de l'extraction d'hydrocarbure, il y a de quoi se gratter la tête pour le potentiel de croissance de l'année 2016.

C'est donc un nouvel indicateur de la faiblesse économique des États-Unis. Il n'y a pas de quoi se réjouir mais en revanche, cela confirme que la FED ne pourra vraisemblablement pas poursuivre sa politique d'augmentation des taux d'intérêt.

Elle risque également de devoir intervenir à nouveau plus vite que prévu. Je pense qu'elle le fera par l'intermédiaire de taux négatifs plutôt que d'un nouveau QE.

Charles SANNAT

Les plus grandes compagnies américaines de pétrole de schiste opérant dans les États de l'Oklahoma, du Texas et du Dakota du Nord envisagent de revoir à la baisse leur production.

La production américaine de pétrole de schiste, qui dans les États de l'Oklahoma, du Texas et du Dakota du Nord a progressé ces dernières années sans discontinuer, devrait reculer en 2016. Continental Resources Inc., Devon Energy Corp. et Marathon Oil Corp ont annoncé l'intention de réduire en 2016 la production d'environ 10 % par rapport à l'année précédente, rapporte le quotidien américain le *Wall Street Journal*. La société EOG Resources Inc baissera quant à elle la production de 5 %.

Cette nouvelle stratégie des sociétés de pétrole de schiste contraste fortement avec la situation de l'année précédente, quand elles avaient pris la décision de maintenir le niveau de production malgré la chute du baril de 100 à 30 dollars. En revanche, les compagnies ont opté en 2016 pour la diminution des dépenses, qui avaient en augmenté suite à la saturation du marché et à l'effondrement des prix pétroliers, ce qui a débouché sur la décision de réduire la production, observe le journal. Afin d'y procéder, les producteurs comptent suspendre temporairement l'activité de puits existants. Suite à cela, le nombre de nouveaux puits de gaz et de pétrole prêts au lancement devrait se multiplier, en attendant que les cours remontent.

La société Continental Resources d'Oklahoma et Hess Corp., basé à New York, ont annoncé fin janvier la réduction de leurs dépenses et investissements à cause de la chute des prix du pétrole et ont révisé les prévisions de leur production de pétrole et de gaz. Les compagnies pétrolières se sont heurtées à un déficit de financement, dont l'influence sur le volume de la production de pétrole ne cesse d'augmenter. Depuis le second semestre de l'année 2015, les petites et moyennes entreprises américaines du domaine du pétrole et du gaz ont accès à un financement externe sur le marché des actions et des capitaux d'emprunt. Le coût du forage et de la complétion des puits sur le sol américain a également diminué (jusqu'à 40 % dans certaines régions), mais cette baisse n'est en rien comparable à celle des prix du pétrole.

[Lire la suite](#)

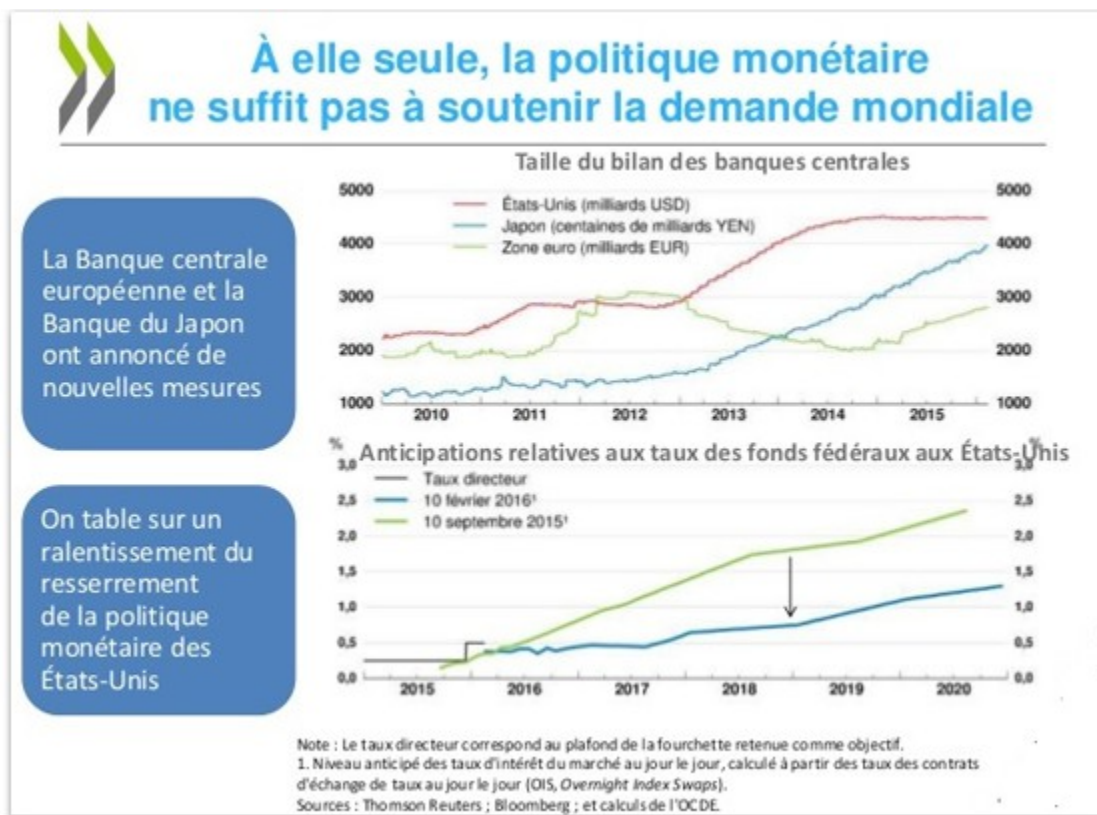
L'OCDE appelle à un effort de tous pour stimuler la croissance mondiale

Rédigé le 2 mars 2016 par Eberhardt Unger | La Chronique Agora

▪ Dans un rapport intermédiaire décrivant ses perspectives économiques, l'OCDE a abaissé ses prévisions de croissance pour 2016 et 2017 pour la deuxième fois en trois mois. L'institut voit une quasi-stagnation de l'économie mondiale. Les indicateurs avancés indiquent un affaiblissement de la croissance dans quelques unes des plus grandes économies.

Globalement, l'institut prévoit un PIB réel de 3% pour 2016 et de 3,3% pour 2017. Ce qui signifie une baisse de 0,3 points de pourcentage sur les deux années. Toujours selon l'OCDE, les Etats-Unis pourraient enregistrer une croissance de 2% et 2,2%, la Zone euro de 1,4% et 1,7%, la Chine de 6,5% et 6,2%, tandis que le Japon devrait stagner avec des taux de 0,8% et 0,6%. L'Allemagne verra une croissance de 1,3% et 1,7% alors que la France restera à environ 1,2% et 1,5% de croissance.

L'organisation appelle à une réponse commune pour stimuler la croissance et la demande car d'après elle, tous les moyens possibles doivent être mis en oeuvre pour relancer la machine. Même les Etats-Unis exhortent les 20 plus grands pays industrialisés et émergents à présenter un front uni afin de parvenir à stimuler l'économie : les gouvernements doivent utiliser tous les outils de politique monétaire et budgétaire pour stimuler la demande globale.



Mais le diable se niche dans les détails. Une stratégie appropriée doit être basée sur trois piliers : politique budgétaire, politique monétaire et réformes structurelles.

Dans le domaine de la politique budgétaire, laisser filer les déficits vers des montants jamais atteints jusqu'ici n'a apporté aucune amélioration de la situation. Le Japon a une dette publique de 240% du PIB. Les Etats-Unis auront probablement une dette publique de 25 000 milliards de dollars en 2025... et n'auront plus les moyens de la rembourser.

Dans la Zone euro, les critères de stabilité de Maastricht imposent aux Etats-membres un plafond de dette publique de 60% du PIB que plus personne ne respecte, pas même l'Allemagne. Financer les nouveaux investissements par le crédit semble être une merveilleuse idée, mais ce n'est rien d'autre qu'augmenter la dette publique et ainsi... conduire à la prochaine crise.

A court de munitions

En ce qui concerne la politique monétaire, les banques centrales ont utilisé toutes leurs cartouches. Les taux d'intérêt du marché monétaire sont près de 0% ou même en dessous ; les rendements obligataires dans les pays ayant une cote élevée sont négatifs, même à long terme.

Une normalisation de la structure des taux d'intérêt semble impossible à moyen terme — et cela même aux Etats-Unis qui en ont pourtant fait leur objectif. La plupart des économistes pensent qu'il est trop risqué de continuer à pousser les taux d'intérêt en territoire négatif car cela contraint les épargnants et les investisseurs à aller vers des actifs toujours plus risqués... précisément ce qui a abouti, en 2008, à la plus grande crise économique dans le monde depuis 1929.

Même la liquidité laissée sur les comptes bancaires est susceptible d'entraîner des coûts plus élevés. Il est impossible de prédire le comportement des ménages privés quand ils chercheront à éviter les taux négatifs : ils pourraient bien transformer tous leurs actifs en cash... mais seul l'or physique ne coûte rien en intérêts.

En ce qui concerne les réformes structurelles, même l'OCDE n'a pas été en mesure de faire une proposition convaincante. Les récentes conférences internationales sur le sujet ont été très décevantes. Les accords de libre-échange, dont tout le monde pourrait tirer profit, ont rarement trouvé une fin positive. Faute d'accords pour réformer, on constate une tendance au protectionnisme qui s'intensifie.

Les fortes tensions dans l'économie mondiale sont encore aggravées par la course à la dévaluation et la guerre des monnaies sous-jacente. Depuis le

début de 2015, 21 banques centrales dans le monde ont abaissé leur taux d'intérêt directeurs. Les frictions et les tensions causées par les déséquilibres de l'économie mondiale suscitent des tendances protectionnistes, ce qui freine l'économie. Tout le monde tente d'obtenir un avantage commercial en dévaluant sa monnaie.

Conclusion

Une croissance économique plus forte ne peut être atteinte ni par un autre assouplissement monétaire des banques centrales, ni en augmentant la dette publique déjà absurdement élevée. L'utilité marginale de ces deux politiques est depuis longtemps atteinte, et chaque nouveau pas devient contre-productif et apparait comme un acte désespéré.

Dans les parlements nationaux aussi bien que dans les conférences internationales, les réformes structurelles sont extrêmement difficiles à mettre en oeuvre. L'économie mondiale risque de se retrouver dans une situation à la « japonaise ». Toujours plus de protectionnisme accélère la course à la dévaluation sur les marchés des changes.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/ocde-croissance-mondiale/>

Copyright © Publications Agora

La société sans cash... et vous

Rédigé le 2 mars 2016 par **Bill Bonner** | La Chronique Agora

▪ Y a-t-il vraiment une « Guerre contre le cash » ?

Non. **Il y a une guerre contre vous.**

Plusieurs pays — dont le Danemark, la Suède et la Norvège — sont déjà passés à la suppression quasi-totale du cash.

D'autres, comme la France, ont interdit les transactions en espèces supérieures à certaines sommes. Il y a même des plans au plus haut du gouvernement de l'Inde — qui est l'une des sociétés les plus dépendantes au cash dans le monde — visant à décourager l'utilisation des espèces.

Parallèlement, des économistes et commentateurs de l'establishment — notamment les économistes de Harvard Larry Summers et Kenneth Rogoff, l'économiste en chef de la Citibank Willem Buiter, Andy Haldane à la Banque d'Angleterre et Martin Wolf du Financial Times — se sont déclarés en faveur d'une économie sans cash.

Comme nous l'avons récemment rapporté, Summers affirme qu'il est «

temps de tuer le billet de 100 \$ ».

Selon le New York Times, « supprimer les billets à haute dénomination pourrait aider à lutter contre le crime ».

Aujourd'hui, nous creusons un peu ce tas de fumier pour tenter de découvrir ce qu'il cache. Quelle surprise ! Voilà le Deep State — malodorant, méphitique et malfaisant.

Quelques questions valant la peine d'être posées

D'abord, débarrassons-nous — comme nous le ferions d'une couche sale tenue à bout de bras — de la notion qu'éliminer les « gros billets » permettrait d'une manière ou d'une autre de « lutter contre le crime ».

Si l'on se base sur le dollar, quelqu'un qui voudrait payer 100 000 \$ en espèces aujourd'hui aurait besoin d'une pile de billets de 100 \$ haute d'un peu plus de 10cm.

Maintenant, imaginons que le billet de 100 \$ n'est plus disponible. Le dealer de drogue dit-il à son client, « là, nous n'allons pas pouvoir faire affaire. Transporter de grosses quantités de cash, ça m'ennuie » ?

Le sous-traitant de la défense qui a donné rendez-vous à un membre du Comité gouvernemental sur les services armés dans le parking souterrain du Pentagone lui dit-il : « désolé, je ne peux pas vous donner l'argent, ça ne rentrait pas dans l'enveloppe » ?

La prostituée dit-elle à son souteneur : « je ne travaille pas pour des billets de 20 » ?

Ne vous inquiétez pas pour les criminels. En Argentine, l'épine dorsale de l'économie est le billet de 100 pesos — qui vaut environ 6 \$ seulement.

Nous avons une propriété en Argentine. Nous avons vu comment ça fonctionne. Les gens utilisent des billets de 100 pesos pour tout — qu'il s'agisse d'acheter le journal du matin ou de vendre un appartement à un million de dollars. Ils les transportent dans des sacs en papier (pour ne pas attirer l'attention des voleurs). Ils les entassent dans des coffres-forts. Des piles débordent de leurs poches et sont posées sur les comptoirs des changeurs au marché noir.

Malcommode ?

Oui.

Permettant de lutter contre le crime ?

Vous voulez rire ?

Les vendeurs de drogue, les prostituées, les tueurs à gage, les terroristes, les blanchisseurs d'argent : ils sont déjà poursuivis comme des criminels et menacés d'amende, de prison ou de mort.

Le côté peu pratique des billets à petite dénomination va-t-il les arrêter ? Oubliez ça. Ils passeront à de plus petits billets, aux devises étrangères, au Bitcoin, à l'or ou à quelque chose d'autre. Bloquez l'utilisation d'une devise maniable et pratique... ils innoveront.

Une « taxe » sur l'épargne

Qu'en est-il de l'idée selon laquelle l'interdiction du cash aidera l'économie ?

Lorsque le cash sera plus difficile à obtenir, les banques centrales auront moins de mal à imposer un taux d'intérêt négatif sur vos dépôts bancaires.

Sans la possibilité de conserver votre épargne sous forme de devise physique, vous n'aurez pas d'autre choix que garder votre argent en dépôt dans votre banque... et payer pour épargner.

Sauf qu'un taux d'intérêt négatif n'est qu'une taxe supplémentaire... qui vous est imposée par les employés du cartel bancaire et qui n'a pas besoin d'être approuvée par un vote au niveau politique.

Avec un taux négatif d'1%, vous perdez 10 euros sur 1 000 euros économisés. Cela revient à une « taxe sur l'épargne » de 1%.

Mais attendez... Normalement, augmenter les impôts n'encourage pas les gens à dépenser. Au contraire, ça les pousse à fermer leur porte-monnaie, non à l'ouvrir.

Quand on vous prend votre argent, vous en avez moins (une lapalissade). Vous devez réduire vos dépenses. Si vous économisez pour votre retraite, une taxe sur votre épargne signifie que vous allez devoir épargner plus (et dépenser moins) sur ce que vous gagnez.

Il n'y a aucune preuve, dans les annales de l'histoire, qu'on ait aidé une économie en prenant l'argent des gens. L'idée est si absurde qu'elle ne peut que venir d'un économiste, d'un énarque... ou d'une canaille.

Mais pour la comprendre pleinement... il faut remonter des centaines d'années.

A suivre !

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/cashless/>

Copyright © Publications Agora

Alan Greenspan : « nous sommes dans de sales draps »

or-argent.eu mar 2, 2016



Prenez n'importe quelle figure d'envergure du monde économique, délestez-la de ses responsabilités et posez-lui des questions candides : vous serez surpris par les divergences d'opinion entre *l'avant* et *l'après* (comme dans les pubs TV pour les lessives). Est-ce bien étonnant alors que Jean-Claude Juncker a expliqué, dans un élan de sincérité touchant, que « *quand les choses deviennent sérieuses, il faut mentir* ». On vient d'en avoir un exemple récent avec [Mervyn King](#), nous remettons le couvert avec Alan Greenspan.

Dans le cas de l'ancien président de la Fed, ce retournement de veste n'est pas neuf. Depuis qu'il a quitté la plus haute fonction de la banque centrale américaine, des transformations étonnantes ont eu lieu. Il s'est subitement souvenu du rôle réel de l'or dans le système monétaire, est devenu bien plus lucide quant à la situation réelle de l'économie même s'il ne reconnaîtra jamais avoir commis des erreurs par le passé. Zero Hedge rapporte les moments forts du dernier entretien que le maestro a accordé à Bloomberg :

« Vous demandez-vous ce que pense Alan Greenspan des perspectives des politiques monétaires à travers le monde ? Nous non plus, mais bien Bloomberg. Tom Keene et Mike McKee ont eu le privilège de s'entretenir avec le maestro lundi après-midi pour discuter toute une série de sujets comme les taux d'intérêt négatifs, dont Greenspan estime qu'ils « *altèrent les décisions des investisseurs* ».

Même s'il n'a pas souhaité aller jusqu'à les condamner en qualifiant les taux d'intérêt négatifs de dangereux, il a par contre admis que la course mondiale keynésienne vers le fond est « *contre-productive* ».

En ce qui concerne l'économie américaine, Greenspan n'est pas optimiste. « *Nous sommes dans de sales draps simplement parce que la productivité est au point mort... Les investissements en capital réel sont bien en dessous de la moyenne. Pourquoi ? Parce que les entreprises sont très incertaines à propos du futur.* »

Oui, c'est sans aucun doute le cas. Bien sûr, si nous n'avions pas connu le « Greenspan put » et des décennies de largesses financières, nous n'aurions peut-être pas connu la dernière crise financière (David Stockman se fera un plaisir de vous expliquer le rôle joué par Greenspan dans la situation actuelle).

Sur la question de savoir si la loi Dodd-Frank a réglé les choses, Greenspan répond par la négative : « *cette régulation est supposée s'attaquer aux problèmes que nous avons connu en 2008 et qui ont menés à cette situation. Elle ne le fait pas. Les banques « too big to fail » représentaient le gros du problème à l'époque, et le sont encore aujourd'hui. Rien dans Dodd-Frank ne résout cette problématique ».*

Et enfin, voici le plat de consistance. Interrogé sur son d'optimisme sur l'avenir, Greenspan a déclaré ceci : « *Non. Je ne l'ai pas été (optimiste) depuis un moment, et je ne le serai pas avant que nous ayons réglé le cas des programmes sociaux. Personne ne veut y toucher. Ils sont en train d'entraver graduellement les investissements, la productivité et le niveau de vie. »*

Appauvrissons nos contribuables



Mish
Global Economic Analysis

Publié le 02 mars 2016

J'ai reçu samedi un email intéressant de la part de Bob Hoyer, de chez [Institutional Advisors](#), concernant la « guerre des monnaies ».

Voici ce qu'il écrit :

Les guerres des monnaies sont les maux de notre temps. C'était aussi le cas lors de la contraction qui a succédé la dernière bulle, alors que de nombreux pays cherchaient à stimuler leurs exportations au travers de la dépréciation. Les politiques de dévaluation étaient aussi présentes au début des années 1930.

Mais aujourd'hui, il s'agit de gouvernements apeurés par la déflation, qui tentent de faire grimper le prix de n'importe quel produit qu'il est possible de vendre. Les marchés des marchandises et les prix des producteurs n'ont cependant pas accommodé les banquiers centraux. Les actifs financiers ont traversé une inflation rampante, qui a atteint des niveaux de spéculation excessifs. Il s'agit clairement d'une politique d'appauvrissement du contribuable.

Les guerres des monnaies et les programmes de QE affectent les sociétés d'assurance vie et les contribuables

Je laisse à Bob tout le crédit pour avoir inventé le terme « appauvrissement du contribuable », mais il n'en est pas moins que je pense la même chose depuis un certain temps.

Les pensions de retraite sont un sujet que je garde toujours à l'esprit, et en début de mois, le *Financial Times* a publié un article qui a mis l'accent sur le problème. Je vous conseille de lire [Draghi's QE Strains German life Assurers](#).

Dans un rapport publié mercredi, Moody's a décrété que la « profitabilité et la solvabilité » de l'industrie en Allemagne devraient continuer d'être affectées par les achats d'obligations de la Banque centrale européenne.

Les assurances vie du pays, dont les obligations sont estimées à plus de 700 milliards d'euros, vendent des assurances qui offrent des retours garantis à leurs clients, qui utilisent leurs services pour épargner en vue de leur retraite.

Des produits similaires sont vendus au travers de l'Europe, mais ces garanties ont toujours été particulièrement généreuses en Allemagne.

La BCE pense acheter 60 milliards d'euros d'obligations chaque mois, ce qui en a fait diminuer les rendements et a fortement inquiété l'industrie. Les rendements des obligations allemandes sur dix ans sont passés à 0,35%.

Pour faire face à ces pressions, les sociétés d'assurances ont réduit les garanties offertes à leurs clients. Les garanties maximales offertes par le gouvernement allemand sont désormais de 1,25%. L'industrie a également cherché à vendre davantage de produits sans garantie – portant ainsi les risques liés à l'investissement sur leurs clients plutôt que sur leurs actionnaires.

En revanche, les assureurs doivent encore assurer les promesses faites aux contrats vendus ces dernières années, et pour lesquels les garanties peuvent aller jusqu'à 4%.

Retours négatifs et promesses de 4%

Les assureurs ont fait des promesses à 4%, et les rendements des obligations de long terme sont proches de zéro.

Benjamin Serra, agent de crédit chez Moody's, a expliqué que les assureurs « sont affectés par les garanties qu'elles ont offertes par le passé ». 2015 sera une année pivot pour l'industrie allemande des assurances vie, et Moody's maintient ses prévisions négatives pour le secteur.

Vendredi dernier, les obligations allemandes sur dix ans enregistraient des rendements de 0,39%, et les rendements des obligations allemandes sur cinq ans s'affichaient à -0,07%.

Le 22 janvier, la BCE promettait d'acheter 60 milliards d'euros d'actifs par mois pour une durée minimale de 19 mois dans une tentative de faire face à la déflation.

Mais pourquoi ?

Accumulation d'obligations

Reuters s'est posé vendredi dernier une question intéressante : [La BCE de Draghi veut acheter des obligations, mais qui lui en vendra?](#)

Plusieurs semaines avant le lancement du programme de rachat par la BCE d'environ un trillion d'euros d'obligations européennes, les banques, les fonds de pension et les compagnies d'assurance du continent ont commencé à en accumuler pour des raisons comptables ou de régulation.

« Nous préférons les garder », a expliqué Antoine Lissowski, directeur général de la société d'assurance française CNP Assurances. « La politique de la BCE atteint désormais ses limites ».

Les assureurs et fonds de pension achètent typiquement de la dette de long terme. Ils pourraient enregistrer d'importants profits en vendant à la BCE. Mais cet argent devrait être réinvesti sur d'autres obligations dont les rendements seraient bien inférieurs à leurs promesses de long terme faites à leurs clients.

« Si nous vendions des obligations, nous enregistrerions d'importants gains de capital, mais nous aurions à réinvestir notre argent au rendement de 0,5%, contre des obligations de 3,50 à 3,75% », a expliqué Bart de Smet, directeur de la société d'assurance belge Ageas.

Les stratégestes de RBS perçoivent 40% de chances que les achats de la BCE fassent passer dès cette année les obligations allemandes sur dix ans en-dessous de zéro.

Rendements des obligations américaines



Les promesses des Etats-Unis

Aux Etats-Unis, les fonds de pension n'ont pas fait de promesses à 1,25% ou 4%, mais à plus de 7%, avec des rendements d'obligations sur dix ans de 2,13%.

Une promesse d'environ 6%.

Comment obtenir 6% dans un monde à 2% ?

La réponse est simple : c'est impossible. Mais les assureurs et les fonds de pensions prennent des risques ; Et plus ils en prennent, plus les marges qu'ils utilisent font grimper les prix et génèrent des bulles.

Sept années de rendements négatifs

Au 31 janvier 2015, les prix des actions et obligations étaient si étirés que les prévisions de [retours réels des classes d'actifs sur sept ans](#) de GMO montraient pour la première fois en sept ans des retours négatifs pour les actions et obligations américaines.



« Ce graphique représente les prévisions de retours réels pour diverses classes d'actifs. »

Le 31 décembre 2014, GMO gérait 116 milliards de dollars d'actifs.

Un système brisé

Aux Etats-Unis, les fonds de pension sont passés d'investissements sur des obligations triple-A à des obligations toxiques, parce qu'aux Etats-Unis, les rendements des bons du Trésor et des obligations triple-A ne sont pas suffisamment élevés.

Mais peu importe où nous regardons, tout le monde le nie. Bien entendu, la Fed et

les autres ne peuvent pas et ne veulent pas percevoir une bulle avant qu'elle leur explose au visage.

Même si on laissait lentement s'en échapper de l'air, les retours réels négatifs et les retours nominaux de zéro pourcent offerts sur sept ans sont la seule issue possible, à moins qu'une bulle plus grande se développe et donne naissance à des rendements plus négatifs encore dans le futur.

Les sociétés pétrolières américaines gagneront-elles la guerre des prix ?



OilPrice.com
Par Michael McDonald

Publié le 02 mars 2016

Bien qu'un certain nombre de sociétés américaines éprouvent des difficultés face à la faiblesse du prix du pétrole, une nouvelle vague d'innovations a fait son entrée, entraînant avec elle une réduction du coût de forage pour ces entreprises.

Une variété de différentes améliorations de production commencent à voir le jour à tous les niveaux, depuis les plus petites firmes jusqu'aux plus grosses sociétés. Statoil a récemment noté qu'elle avait commencé à étudier différents types de sables et de produits chimiques afin d'améliorer sa production. Un certain nombre de sociétés ont déclaré passer d'un forage à l'autre sur une base individuelle ad hoc, à de multiples forages en simultané. GE Oil & Gas a produit des pompes à usages variés qui peuvent être allumées ou éteintes afin d'économiser de l'énergie, et qui révolutionnent les cycles d'opération de 24 heures qui existaient jusqu'alors.

La conséquence de ces actions est, selon les analystes de Citi, la baisse du prix du pétrole jusqu'à 60 dollars le baril, contre 75 dollars il y a un an. Les directeurs de sociétés pétrolières s'attendent désormais à voir le prix au baril passer à 50 dollars. Les Etats-Unis n'ont pas encore perdu la guerre des prix.

Une petite société pétrolière basée à Denver a eu l'idée de développer un nouveau modèle de production afin de réduire ses coûts. Décrite comme étant une « usine pétrolière », Liberty Resources LLC et son directeur Chris Wright ont développé une méthode révolutionnaire d'extraction de pétrole. La firme commencera par faire tout son possible pour éliminer le besoin de camions circulant depuis et vers son site. Selon la compagnie, les camions ont tendance à mettre en colère les locaux et, plus important encore, ajoutent énormément au coût de production du pétrole.

Pour ce faire, Liberty construira une série de pipelines sur son terrain de 10.000 acres situé dans le bassin du Bakken. La société dispose de pipelines qui peuvent transporter de l'eau et du gaz produits par ses puits, ainsi que des pipelines réservés au transport de pétrole. Cette technique est appelée « centralisation des ressources », et bien que d'autres firmes comme Continental l'aient déjà explorée, Liberty est la première à se lancer dans ce procédé. Elle tente d'apporter la question d'efficacité et d'ingénierie industrielle à la production pétrolière.

Comme Statoil et d'autres sociétés plus importantes, Liberty se concentre également sur un processus de production qui puisse être suspendu sur la base de l'optimisation des coûts et des horaires de production, mais aussi en fonction du prix du pétrole. Voilà qui pourrait être une avancée de taille. Prenons la Russie, par exemple. Les puits russes gèlent lorsqu'ils sont éteints, et le pays manque d'infrastructures de stockage. En conséquence, les producteurs russes ne peuvent pas répondre à une baisse de prix.

Liberty développe actuellement un site de 10.000 acres qui devrait être fracturé pour produire 100 puits qui commenceront à produire simultanément. En creusant de multiples puits en même temps et en contrôlant la production, la firme disposera de gros avantages de coût face aux méthodes de production traditionnelles ad hoc. Même les coûts relatifs aux employés seront réduits, puisque Liberty dit avoir besoin des deux tiers du nombre de travailleurs nécessaires au processus de production conventionnel.

Quels sont les résultats combinés de ces améliorations de production ? Liberty dit pouvoir enregistrer des profits même à 50 dollars le baril. Et la société s'attend à voir ses coûts baisser à mesure que les sociétés énergétiques deviendront plus efficaces et feront baisser leurs prix. Ainsi, la production des Etats-Unis pourra redevenir compétitive face à n'importe quel autre producteur. Et si les améliorations continuent de se faire à ce rythme, les Etats-Unis pourraient subir l'attaque saoudienne bien plus aisément que nous aurions pu le croire.

Hiatus statistique chinois...

Patrick Reymond 2 mars 2016

D'accord, on va me dire que je... Chinoise, voir que je coupe la natte en 4. Mais bon, je ne résiste pas au plaisir.

Qu'est ce qui diminue de 2.9 % puis de 3.7 %, alors que les effectifs doivent être taillés de 20 % ? C'est la consommation de charbon. Les deux ne sont pas symétriques et de plus, comme il apparaît que la production avait été sous estimée, les réserves exploitables ont été épuisées plus vite...

De plus, il apparaît, en général, pour cause de stabilité sociale, qu'on ne licencie pas aussi vite que baisse la production.

Donc, la baisse de celle-ci serait sans doute plus importante qu'avouée. Celle-ci, d'ailleurs, supputée de 0.4 à 2.5 % en 2014, s'établit à -2.9 %, celle de 2015, prévue à - 2.5 %, s'établit à - 3.7%. On est donc dans une nette accélération du mouvement.

Quand à la fiction du 6.9 % de croissance, une phrase le relativise nettement : "Mais le net essoufflement de la croissance économique chinoise, au plus bas depuis un quart de siècle, accompagné d'un violent ralentissement de la production industrielle, plombe désormais la demande. "

Il apparaît d'ailleurs que la suppression de postes ne concerne pas seulement la sidérurgie, ni les mines.

Pour voir les conséquences politiques, des électeurs de Trump disent : "les autres sont pires qu'Hitler". Sans doute cette phrase sera t'elle moult réutilisée...

Instabilité mentale...

Patrick Reymond 1 mars 2016

On peut se poser des questions sur la santé mentale de certains.

Notamment, ceux qui nous annoncent tranquillement que RBS se renforce. Si se "renforcer", veut dire perdre de l'argent en ininterrompu depuis 8 ans, cela veut dire "renforcer les pertes".

La bourse s'impatiente, nous dit on, bicoze, il n'y a pas de dividendes. Enfin, un dividende, avec des pertes, ça ne se fait pas trop. Enfin quand on est orthodoxe.

La loi El Khomri voit sa représentation reportée. Au même moment, en Suède, on voit arriver la journée de 6 heures. Pour tout ceux qui ont une idée de ce que c'est le travail, 6 heures, c'est la durée réelle de travail efficace. Le reste, c'est souvent n'importe quoi, alors, 10 ou 12 heures par jour, c'est se foutre de la gueule du monde. Et 60 heures par semaines, du grand guignol.

Preuve de l'extrême indigence intellectuelle du MEDEF et de ses pom-pom girls.

On peut se demander d'ailleurs, si quelques "niouzes", comme le malaise de la ministre a été causé parce que, pour une fois, elle a fait fonctionner son cerveau.

D'ailleurs, dans le monde de fous, j'ai de plus en plus de sympathie pour Donald Trump, par le fait qu'il apparaît lui même fou pour les gens "raisonnables".

Négocier avec Poutine, et passer un accord avec lui, réduire la présence militaire

en Europe, revenir sur tous les accords de libre échange, faire éliminer Kim Jong Un par la Chine, laisser Poutine et Assad régler le problème Daech, c'est plutôt une marque de bon sens. Quand au sort de l'immigration, c'est plutôt une marque aussi, de bon sens.

Mais cela ne correspond pas aux standards actuels, en vogue dans les classes dirigeantes.

Pas les moyens...

Patrick Reymond 1 mars 2016

EDF n'a pas les moyens de construire de nouvelles centrales, ni, sans doute, de faire le grand carénage, dont le coût a été sous estimé de manière enfantine.

Il reste désormais que la recherche, dans les énergies renouvelables met un turbo fabuleux, qui aura tendance à déclasser définitivement le nucléaire.

Le solaire hybride, devient d'actualité, avec un taux de récupération de l'énergie affiché à 60 % (chaleur et électricité). Qui dit mieux ?

Edf est une entreprise surendettée et ruinée par des politiques d'expansions sorties de cerveaux malades. Le nucléaire est aussi la marque d'un état profond qui se moque bien de la démocratie.

Donc, je pense que la solution la plus cohérente qui sera choisie pour le démantèlement, sera de garder les centrales à l'arrêt, le temps que la radio-activité qui peut décroître significativement puisse disparaître (40 ans), et que ne reste que la radio-activité longue.

Les dirigeants, devraient apprendre des lois simples d'économie. Si on veut faire remonter des prix de gros, notamment à l'exportation, il faut déclasser certaines productions, et en France, ce qui reste de thermique est insuffisant.

Défendre le nucléaire conduit inévitablement, à fermer certaines centrales, et pas que Fessenheim, sinon la catastrophe, au moins économique, attend EDF.

Tels les chinois et leur charbon, il faut que les dirigeants EDF apprennent que ce n'est pas la quantité vendue qui compte, mais le prix.

A l'heure actuelle, toute l'Europe déclasser des centrales électriques. Comme le nucléaire fait 80 % de la production en France, il est nécessaire aussi, de réformer des centrales, au lieu de s'entêter.

On sait très bien qu'une résistance "élastique", est souvent stratégiquement plus efficace qu'une résistance bornée et sur place qui n'amène que le désastre

beaucoup plus vite.

Les cerveaux malades devraient aussi savoir, que le temps des négociations aussi, sont du temps gagné. Même si on concède certains replis, on peut tenir une ligne générale beaucoup plus longtemps. En concédant une centrale ou deux, par an, ils feraient preuve d'intelligence, mais visiblement, ce n'est pas leur objectif, et ce n'est pas dans leurs capacités.

De la sidérurgie, des mines, à la grande distribution...

Patrick Reymond 1 mars 2016

Dans les prochaines années, cela va dégager dans les grandes largeurs, en Chine, et en Grande Bretagne.

Dans un cas, c'est la sidérurgie qui va "dégraisser", mais surtout les mines de charbon, et dans l'autre cas, ce sont les emplois de la grande distribution.

Ce mouvement est encore plus fort aux USA, où les [emplois de distribution](#) se volatilisent. Les Wall Mart faisaient fermer tous les autres commerces, avant de fermer lui même. Il ne restera plus pour l'approvisionnement quotidien, que d'attendre que se remonte le "General" (store), emblème typique des USA, où pendant des décennies, le magasin bric-à-brac faisant de tout et n'importe quoi, mais à bas prix et souvent à crédit, dans un local infâme était la règle.

Donc, [900 000 emplois vont dégager](#) au Royaume Uni, sur 3.2 millions existants. On met en cause le salaire minimum, et donc, la politique sociale. Il reste que depuis 2008, le mouvement de suppression avait porté sur 200 000 emplois, et que se profilent fermetures de points de vente et gains de productivité. C'est ça le vrai coupable. Il y a beaucoup d'endroits où les magasins ne sont, tout bonnement, plus rentables. Il y en a trop, pour un pouvoir d'achat en berne. Ce n'est pas plus compliqué.

Mais on a la sidérurgie qu'on peut, ou qui reste.

En parlant [de sidérurgie](#), la chinoise va supprimer 500 000 emplois, et le charbon, 1.3 millions (20 % des effectifs).

Bien entendu, au vu de ce qui s'est passé ailleurs, ce n'est qu'un commencement, et ce n'est aussi qu'un commencement dans ses conséquences. En effet, la crise de la sidérurgie et du charbon, implique aussi la crise des chemins de fer, et leur désormais non-rentabilité.

Le chemin de fer ne peut être rentable qu'avec ces produits, qui permettent aux installations de fonctionner jour et nuit. Au XIX^e siècle, cela avait été une nette

surprise de constater que cette nouveauté utile, et dont on sentait bien l'utilité fondamentale, ne serait jamais rentable. Le Royaume Uni, qui l'avait créée, n'avait pas ce genre de problème, petit pays, densément peuplé, il produisait houille et acier en grande quantité.

Ailleurs, ce fut immédiatement la débandade, et de rares pointes, qu'on avait du mal à satisfaire, côtoyaient de longues périodes sans ou avec peu d'activité. Dans le Sud des Etats-Unis, à la fin des années 1860 et début 1870, ce fut mis sur la corruption -réelle-, le gaspillage -réel-, des administrations républicaines imposées. Bien sûr, après la fin de la période dite de reconstruction (1877), les voies de chemin de fer, ne furent pas davantage rentables...

Mais les affairistes y avaient fait fortune...

« La terrible guerre autour de l'or du Venezuela ! »

Charles Sannat 2 mars 2016

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Si l'or ne sert à rien, il est tout de même une valeur de fond de portefeuille des banques centrales à travers le monde entier.

D'ailleurs, les banques centrales sont à nouveau acheteuses net d'or depuis quelques années maintenant, et certaines accumulent de véritables trésors.

Pourquoi ? Tout simplement parce que lorsque votre monnaie papier ne vaut plus tripette, et que des problèmes de confiance apparaissent, l'or peut être gagé et servir à obtenir des prêts en nantissant en quelques sortes vos lingots. Cela ne change rien à votre situation économique mais vous permet d'avoir une bouffée d'oxygène, voire de terminer le mois en payant tout de même vos fonctionnaires.

Alors on pourrait croire que pour s'en sortir le Venezuela a pris son or, l'a envoyé en Suisse et a obtenu des crédits en bons dollars papiers en échange. C'est effectivement les rumeurs qui courent, pourtant c'est beaucoup plus compliqué que ça.

Une véritable guerre économique

En effet, vous découvrirez, dans la traduction de cet article de l'Agence Reuters, que si la banque centrale du Venezuela négocie des swaps d'or avec la Deutsche Bank, certains tentent de s'opposer à ces demandes, en particulier la BRI – qui est la banque des banques centrales et qui domine dans la plus grande discrétion le système monétaire et financier mondial.

Vous découvrirez aussi que l'or vénézuélien a perdu de sa superbe puisque c'est le seul or qui ne soit plus "valable" selon les standards internationaux, ce qui est plus que surprenant.

Résultat : ce pays est obligé, semble-t-il, de renvoyer son or en Suisse pour le faire refondre afin de ré-obtenir une certification internationale.

Vous apprendrez enfin que la BRI a fait cesser tous les prêts adossés à l'or du Venezuela.

Ce petit pays d'Amérique du Sud subit une véritable guerre économique en raison de son choix avant tout d'indépendance à la tutelle des États-Unis, le tout alors que les prix du pétrole se sont effondrés, précipitant le pays dans une crise économique majeure avec des magasins vides, des pénuries et une paupérisation croissante.

La pression sera mise sur les autorités et le peuple vénézuélien jusqu'à ce que celui-ci devienne plus réceptif à la mondialisation, aux règles du commerce international et accepte une certaine dose de soumission à l'Empire, en particulier sur l'exploitation de ses ressources pétrolières.

Depuis 2001, c'est à une guerre mondiale d'accès aux ressources à laquelle nous assistons.

En attendant, pour le moment, la réalité c'est que le Venezuela ne peut pas négocier son or car tout le monde l'en empêche ! Cet exemple est une illustration très cruelle des méthodes utilisées pour contraindre un pays qui veut sortir du cadre admis de la bienséance mondiale. Cela doit interroger tous les citoyens au-delà de leur avis sur le "Chavisme" ou la "révolution vénézuélienne". Quelle est la place laissée désormais à l'autodétermination des peuples pour le choix de leur avenir ?

La banque centrale du Venezuela négocie des swaps d'or avec Deutsche Bank

C'est le titre de cet article de Reuters et de leur équipe de Caracas, la capitale du Venezuela. En voici la traduction pour vous !

« La banque centrale du Venezuela a démarré des négociations avec Deutsche Bank AG portant sur des swaps d'or dont l'objectif est d'augmenter la liquidité de ses réserves de change alors que le pays doit assurer de gros remboursements cette année, d'après 2 sources proches des négociations.

Le bas cours du pétrole et le modèle économique étatique en déliquescence ont affaibli les réserves de change du membre de l'OPEP au point de faire craindre un défaut sur ses obligations alors que le pays éprouve toutes les peines du monde à régler le service de sa dette, qui s'élève à 9,5 milliards de dollars cette année.

Environ 64 % des 15,4 milliards de dollars des réserves du Venezuela sont composés de lingots d'or, ce qui entrave la capacité du gouvernement de Nicolas Maduro à mobiliser rapidement des fonds pour payer ses importations ou honorer le service de sa dette.

En décembre, la Deutsche Bank et le Venezuela se sont mis d'accord pour finaliser un swap d'or cette année, d'après 2 sources. Elles n'ont pas cité de chiffres (note : même si on parle aujourd'hui de 5 milliards de dollars).

Les swaps d'or permettent aux banques centrales d'obtenir des liquidités de la part d'institutions financières contre le prêt de leur or durant une certaine période. Ce genre d'opération n'affecte pas le cours de l'or car le métal est toujours la propriété du Venezuela et n'atteint pas les marchés.

Le Venezuela souffre d'une récession sévère, d'une inflation à 3 chiffres et de pénuries chroniques. Le système de contrôle de change du gouvernement rejette de nombreuses demandes de conversion en dollars afin de payer les importations, ce qui a débouché sur des rayons vides dans les magasins et engendré des files dans les supermarchés.

Cette situation a permis à l'opposition de s'assurer en décembre une majorité écrasante de 2/3 au Congrès. Le président Maduro affirme que son gouvernement socialiste est victime d'une « guerre économique » et nie les rumeurs de défaut, qui ne seraient qu'une campagne de diffamation de l'opposition selon lui.

Les CDS indiquent que les marchés estiment à 78 % les chances de défaut du Venezuela l'année prochaine, d'après Thomson Reuters.

Ces 2 sources ont déclaré que le Venezuela, durant ces dernières années, a conclu plusieurs swaps d'or avec la BRI basée en Suisse sur des durées allant d'une semaine à une année. D'après l'une de ces sources, 7 swaps ont été conclus.

La BRI a cependant mis un terme à ces opérations l'année dernière, d'après ces 2 sources, en raison de craintes concernant les risques associés. La BRI n'a pas souhaité commenter l'information. (...)

La valeur monétaire de l'or du Venezuela a baissé de 3,5 milliards durant les 12 derniers mois pour atteindre 10,9 milliards en novembre dernier, d'après les données de la banque centrale. Ce déclin semble refléter la baisse du cours de l'or de 10 % et le coût des opérations de swaps. Il n'est pas encore clair si la banque centrale a vendu ou pas des lingots.

D'après l'une des sources, la banque centrale du Venezuela a conclu un accord de swap avec Citigroup en 2015, qui avait refusé de commenter l'information à l'époque.

L'une des sources a déclaré que la banque centrale a envoyé une quantité indéterminée de lingots à l'étranger afin de les faire certifier, condition indispensable à la conclusion d'un swap. Cet or a perdu la validité de son « certificate of good delivery » en 2011 lorsque Chavez a rapatrié l'or du Venezuela, selon l'une des sources. (...) »

En attendant mes chers amis, préparez-vous, il est déjà trop tard !

Chine : l'activité manufacturière ralentit pour le septième mois consécutif

Toujours aucune reprise de la production industrielle en vue en Chine, qui continue à subir de plein fouet le ralentissement économique mondial et donc la baisse de la demande de ses grands partenaires que sont les États-Unis et l'Europe.

Encore un nouvel indice qui vient renforcer le faisceau de présomptions me poussant à dire que les risques de récession sont de plus en plus importants pour 2016 qui risque d'être une année assez pitoyable.

Mieux vaut se tenir éloigné des marchés boursiers qui vont vouloir anticiper ces mauvaises nouvelles.

Charles SANNAT

L'Europe finira comme la Tour de Babel

“Peu après le Déluge, alors qu'ils parlent tous la même langue, les hommes atteignent une plaine dans le pays de Shinar et s'y installent tous. Là, ils entreprennent par eux-mêmes de bâtir une ville et une tour dont le sommet touche le ciel, pour se faire un nom. Alors Dieu brouille leur langue afin qu'ils ne se comprennent plus, et les disperse sur toute la surface de la terre.” Ce récit biblique illustre les ambitions démesurées des hommes qui veulent devenir “Dieu”.

D'une certaine façon, l'Europe, dans sa configuration actuelle, est une entreprise devenue complètement folle et où plus rien ne marche. Au bout du compte, les institutions européennes vont s'effondrer sous le poids de leur propre complexité et de son incapacité à agir de façon rapide.

L'Europe, en dehors de tout débat idéologique, est la négation même de la rapidité et de l'efficacité. L'Europe n'est en aucun cas taillée pour affronter les tempêtes de l'Histoire, elle n'en a ni les moyens, ni la culture, ni la force et encore moins la légitimité.

Lorsque le vent se lèvera, le chacun pour soi des États reprendra bien vite le dessus et, comme à chaque fois, ce sont les nations qui agiront. Les intérêts sont trop divergents.

Dette publique et monnaie : le futur se rappelle à notre souvenir

Posté le 29 février 2016 par *Bruno colmant*

Les chiffres de l'inflation de la zone euro sont exécrables. La théorie classique ne s'applique plus : l'inflation baisse malgré des injections monétaires titanesques et des taux d'intérêt négatifs. Pourquoi ? C'est difficile à dire. D'autres facteurs affectent la demande : vieillissement de la population, peur du futur et accumulation d'épargnes de précaution, pertes d'emplois liées à la révolution digitale, inégalité des revenus, incapacité mentale à sortir des schémas de pensée classique... Que sais-je ?

Devant cette situation inédite et anormale, la BCE va continuer à enfoncer les taux d'intérêt et à injecter de la monnaie, mais peut-être en vain. Et certainement dans un tumulte politique qui n'est plus larvé : le Ministre des Finances allemand vient de répéter tout le mal qu'il pense de la gestion monétaire contemporaine. Au reste, on le voit dans tous les domaines : l'Europe se délite. Peut-être dirons-nous dans quelques années que l'Europe de la solidarité aura vécu de 1945 à 2008, c'est-à-dire qu'une crise économique, aussi violente que celle de 1929, aura eu raison de la sagesse et de l'humanisme.

Je deviens prudent : ces taux d'intérêt négatifs, qui constituent une aide indispensable au financement des Etats surendettés, vont éroder la rentabilité du secteur financier jusqu'à en faire l'auxiliaire des États. Je parle ici des banques commerciales traditionnelles et des compagnies d'assurances. Là aussi, je l'avais écrit dès 2008 : ces institutions seront sournoisement placées sous la tutelle des Etats au travers de leurs actifs.

Mais après tout cela, que se passera-t-il ? Si nous n'y prenons garde, c'est la survie de la monnaie qui sera engagée. Car aucune monnaie ne peut survivre à son rendement négatif prolongé, sauf à entrer dans une dimension inconnue de l'étalon monétaire. Et une chose apparaît aujourd'hui, au-delà du déni politique de certains : c'est la dette publique, devenue garante de la monnaie et dont la supportabilité n'est acquise que par des taux d'intérêt négatifs, qui est à la base de cette inversion monétaire. Cela aussi, je l'avais écrit depuis des années, en supputant que la dernière bulle serait celle de la monnaie elle-même.

Nous avons vécu à crédit d'un bien-être futur espéré pendant des années.

Le futur se rappelle à notre souvenir.

Taux négatifs : here, there and everywhere...

Posté le 29 février 2016 par Bcolmant

Je vais m'essayer à un hasardeux exercice de futurologie financière. L'histoire commence en octobre 2013. A cette époque, le FMI publie une étude suggérant une confiscation de 10 % des dépôts bancaires de la zone euro afin d'alléger le financement des dettes publiques, en élévation inexorable. Cette orientation est bien sûr incompatible avec l'élémentaire inviolabilité de la propriété privée. Une autre approche est alors adoptée : la Banque Centrale Européenne (BCE) décide d'imprimer des billets, gagés sur ces mêmes dettes publiques, pour à peu près 15 % de leur montant entre février 2015 et mars 2017. Mais cet assouplissement monétaire, qui a essentiellement pour objectif de faciliter le financement des États et d'affaiblir l'euro ne suffit pas. En effet, l'économie est stagnante et ses circuits monétaires sont grippés. Elle est empêtrée dans un "piège de la liquidité" qui caractérise les périodes pendant lesquelles la consommation et l'investissement sont indifférents à l'offre de monnaie et à des taux d'intérêt minuscules.

Mais il faut maintenir les taux d'intérêt très bas afin que le coût des dettes publiques soit supportable pour les Etats-membres de la zone euro. La BCE s'engage alors dans une politique de taux d'intérêt négatifs, destinée, entre autres, à décourager la stérilisation, sur son propre bilan, de l'excédent monétaire conservé par les banques commerciales. La BCE veut s'assurer que les lignes de crédit ouvertes aux banques privées ne reviennent pas, sous forme de dépôts, dans son propre bilan. En juin 2014, le BCE abaisse à -0,1% son taux de dépôt pour les banques commerciales, avant de le porter à -0,2 % en septembre 2014 et à -0,3 % en décembre 2015. Ce taux sera encore abaissé en mars prochain et certains le voient à -0,6 % en décembre 2016.

Cette réalité relève de la répression financière, d'une situation récessionnaire et d'un combat contre le désendettement. La répression financière est un contexte caractérisé par des taux maintenus artificiellement bas afin d'alléger le poids de la charge de la dette publique. La récession exerce aussi une pression sur les taux d'intérêt : les besoins d'investissement étant exceptionnellement faibles, la quantité de monnaie empruntée chute en dévalorisant son prix, c'est-à-dire le taux d'intérêt.

Or cette baisse de taux fragilise gravement la rentabilité bancaire. En effet, les institutions financières qui tirent leur substance de la transformation d'échéances (banques, compagnies d'assurance-vie) sont confrontées à une inversion de la chaîne de création de valeur. Les banques, par exemple, possèdent des placements qui sont traditionnellement de plus longue échéance que leurs passifs, c'est-à-dire

les dépôts qui leur sont confiés. Une baisse des taux d'intérêt a, tout d'abord, un effet favorable sur le bilan au travers de plus-values latentes, mais cet avantage se dissout dans le temps. Des taux d'intérêt trop bas entraînent alors un reflux de la rentabilité. Les institutions financières sont, en effet, écartelées entre rendements trop faibles sur leurs actifs et les demandes de rémunérations de leurs propres clients. Il est donc essentiel que les banques gardent une marge d'intermédiation satisfaisante. Cette dernière serait confortée par des taux d'intérêt négatifs.

La question est désormais de savoir si les taux d'intérêt négatifs vont se diffuser aux dépôts bancaires des particuliers et des entreprises sous la pression politique et de la BCE? Je le crains tristement. Comment procéder ? Je m'essaie à une prospective politique car les décisions seront probablement envisagées à un niveau européen : il est probable que les dépôts réglementés de moins de 100.000 € soient protégés avec un taux d'intérêt plancher de 0,01 %, soit un point de base. Par contre, ainsi que de nombreuses analogies politiques l'ont illustré (capture des dépôts chypriotes, tentative avortée de confiscation bancaire en Grèce, etc.), les dépôts de plus de 100.000 € pourraient éventuellement être affectés d'un taux négatif. Quelle serait la limite à la négativité des taux sur ces gros dépôts : je l'estime à - 0,50 % si la BCE persiste dans sa politique. Cette situation, indirectement imposée par la BCE, serait bien sûr extrêmement néfaste car l'épargne serait violentée.

Si des taux d'intérêt négatifs s'imposaient sur certains dépôts d'épargne, ce ne serait pas une première : de nombreux pays l'ont déjà appliqué. La Suède fut le premier pays à expérimenter des taux négatifs en juillet 2009. La Riksbank, banque centrale suédoise, abaissa à -0,25% le taux de dépôt que doivent payer les banques commerciales pour déposer leur liquidité auprès de l'institution. La mesure fut brève car l'économie suédoise profita de cette mesure pour se redresser. La Riksbank remonta ses taux en septembre 2010. Le Danemark, dont la devise est liée à l'évolution de l'euro, suivit l'exemple suédois en portant ses taux d'intérêt à -0,2% en juillet 2012, pour les remonter à -0,1% en avril 2014. En janvier 2015, à la stupeur des marchés financiers, la Banque Nationale Suisse abandonna le cours plancher du franc suisse face à l'euro et porta à -0,75% son taux de dépôt. La Banque centrale danoise sera aussi forcée à porter à -0,75% le taux de facilité de dépôt au début de l'année dernière. En février de cette année, la Riksbank, face à des forces déflationnistes, se retrouva contrainte d'abaisser de nouveau ses taux de dépôt en négatif. Le Japon adopta la même mesure. En Suisse et au Danemark, la pression de taux à -0,75% devient rapidement intenable pour les banques. Au Danemark, les entreprises se sont mises à payer en avance leurs impôts pour se débarrasser de leur cash, afin d'éviter de perdre de la valeur à cause de taux négatif

de dépôt. En octobre, une petite banque suisse a décidé d'imposer un taux de -0,8% pour les dépôts de plus de 100.000 EUR.

Bien sûr, il est troublant de penser que la BCE pénalise les dépôts de banques privées alors qu'elle émet également les billets qui, eux aussi inscrits à son passif, gardent leur valeur nominale. La monnaie "papier" et la monnaie fiduciaire n'ont désormais plus la même valeur. Tous les euros ne seraient plus fongibles, raison pour laquelle une situation prolongée de taux d'intérêt négatifs s'accompagnera inmanquablement d'une restriction croissante à l'utilisation d'espèces, voire des impossibilités de retrait dépassant un certain montant. En effet, le risque serait une conversion massive de dépôts bancaires en espèces. Ces limites existent déjà : 3.000 € en Belgique, 1.000 en France, etc. Un problème de respect de la vie privée, donc de choix démocratique, se pose donc derrière les taux d'intérêt négatifs.

Un taux négatif sur les dépôts stimulera-t-il la consommation intérieure ?
Aucunement : la tétanie économique est telle que les particuliers paieront pour la sécurité de leurs dépôts. C'est même l'inverse qui pourrait se présenter : les ménages épargneraient d'autant plus que les taux d'intérêt deviennent négatifs afin de conserver une épargne nominale identique, dans l'esprit des théories de l'économiste Ricardo (1772-1823). L'argument que des taux d'intérêt négatifs pousseraient à un redéploiement vers des placements excessivement risqués pour les particuliers me semble également infondé, d'autant que les banques feront tout pour entretenir la capture des dépôts d'épargne.

Mais après des taux d'intérêt négatifs sur les gros dépôts bancaires et des restrictions à l'usage des espèces (voire, à terme, la pénétration dans un monde sans cash), doit-on craindre que cette mesure s'étende à d'autres opérateurs financiers ? Ce n'est pas impossible. Je pense au premier chef aux entreprises d'assurances-vie. Ces institutions sont des transformatrices de longue échéance. Des intérêts négatifs sur les sommes capitalisées seraient incontournables sachant que leur impact serait heureusement atténué par le fait que des assurances-vie privées ou professionnelles bénéficient actuellement d'un traitement fiscal favorable qui gommerait les taux d'intérêt négatifs. Mais les compagnies d'assurances seraient néanmoins menacées car si on est obligé d'avoir un compte bancaire, la souscription d'un contrat d'assurance-vie relève d'une précaution volontaire de placement à long terme, alors que les taux d'intérêt négatifs promeuvent les placements à court terme. Et puis, d'autres mesures de répression financières pourraient être imposées par les gouvernements aux entreprises d'assurances-vie: transformation obligatoire des capitaux en rentes, pénalisations fiscales accrues au retrait anticipé des capitaux, etc. Une extrême vigilance

citoyenne s'imposera.

Avec des taux d'intérêt négatifs, nous sommes à la frontière d'un nouveau monde qui révèle l'omnipotence des banques centrales. Tous, nous paierions ces taux d'intérêt négatifs. Il reste à espérer que nous ne tombions pas dans un piège à la japonaise. Si c'est le cas, alors il faudra s'interroger rétrospectivement sur le bien-fondé des politiques d'austérité budgétaire et de gestion contractée de la monnaie. En effet, un scénario à la japonaise n'est pas un accablement providentiel, mais le résultat d'une politique choisie. Et finalement, la difficulté n'est pas d'entrer en territoire de taux d'intérêt négatifs, mais de s'en extraire. A ce moment, il y a un risque de contraction sévère de l'économie. C'est pour cette raison que la BCE aurait dû, dès le début de la crise, en prendre la mesure et se dissocier de sa tutelle allemande, entretenue par la crainte d'une hypothétique inflation. Au lieu d'appréhender l'inflation, il fallait en créer. Il fallait aussi éviter que la maigre croissance soit laminée par des programmes d'austérité. Aujourd'hui, il faut espérer une chose, à savoir que la négativité des taux d'intérêt ne soit qu'un épisode temporaire. Mais l'inverse ne doit malheureusement pas être exclu : devant un contexte déflationniste persistant et des dettes d'Etat en lévitation, certains exigeront que la variable d'ajustement soit la rémunération du capital. Ce capital devrait être orienté de manière autoritaire vers le financement des dettes publiques et sa rentabilité sera compressée pour rendre le coût de ces mêmes dettes d'Etat soutenables.

L'hypothèque du futur

Posté le 28 février 2016 par Bruno colmant

Dans le domaine financier, le sentiment de rupture qui m'avait envahi lorsque je dirigeais la Bourse, au milieu de la grande crise de 2008 ne m'a pas abandonné. 2008 était un choc bancaire, mais pas seulement. Au reste, si cela n'avait été qu'un choc bancaire, les injections de liquidités auraient suffi à éviter l'embrasement systémique. Non : ce qui s'est passé en 2008 était un avertissement et une rupture. L'avertissement d'une dislocation du monde ancien et la rupture des paramètres financiers. Cette césure de 2008 a révélé la gigantesque hypothèque que nous avons posée sur les futures générations, au bénéfice de notre éphémère bien-être : la dette publique.

Cette dette publique est au centre de toute la cosmographie financière. Ce sont des dettes publiques qui sont escomptées par les banques centrales. Ce sont ces mêmes dettes publiques dont le taux d'intérêt devient négatif. Ce sont encore ces dettes publiques que les Etats poussent les banques et les entreprises d'assurances à

financer sans exiger, au nom des privilèges régaliens de battre monnaie et de lever l'impôt, la moindre garantie en capitaux propres. Ce sont ces mêmes dettes publiques que les Etats mettent en garantie de la liquidité des banques.

Faut-il s'en étonner ? Non. La crise de 2008 a révélé l'imposture d'un certain Etat providence, dont nous avons tous été, nolens volens, les bénéficiaires avant d'en être désormais les exécuteurs testamentaires.

Ces dettes publiques étant la représentation ultime de l'Etat (à côté de la monnaie), il était inéluctable que les pouvoirs publics finissent par en procéder à la dilution monétaire autoritaire. Et c'est pour cela que les banques centrales impriment de la monnaie avec des taux d'intérêt négatifs: pour dissoudre l'emprunt du futur dans une répression financière qui durera des années.

Autant en être conscient.

L'hémorragie de capitaux : un nouveau défi pour la Chine

Kenneth Rogoff / Chroniqueur - Professeur à l'université de Harvard | Le 25/02

Confrontée à une importante fuite de capitaux, la Chine doit absolument améliorer sa communication avec les marchés financiers si elle veut endiguer le mal. Cela passe par une opération vérité sur ses statistiques.

de Kenneth Rogoff

Depuis le début de l'année, la perspective d'une dévaluation massive du yuan plane sur les marchés mondiaux telle une épée de Damoclès. Aucune autre forme d'incertitude liée à un choix politique n'est aussi déstabilisante. La plupart des observateurs estiment que la Chine devra laisser son taux de change flotter librement au cours de la prochaine décennie. Du fait de la contradiction entre les impératifs politiques et économiques chinois, la question est de savoir quelle va être la gravité des problèmes qui vont se manifester dans l'intervalle.

Il peut sembler étrange qu'un pays qui connaissait un excédent commercial de plus de 600 milliards de dollars en 2015 doive se préoccuper de la faiblesse de sa monnaie. Mais une combinaison de facteurs - notamment le ralentissement de la croissance et la levée progressive des restrictions sur les investissements à l'étranger - a libéré un torrent de capitaux qui fuient le pays.

Les Chinois peuvent désormais transférer à l'étranger 50.000 dollars par an. Si

seulement 5 % des Chinois profitaient de cette autorisation, les réserves en devises étrangères de la Chine fondraient comme neige au soleil. Quant aux entreprises chinoises qui disposent d'importantes liquidités, elles utilisent toutes sortes de stratagèmes pour les faire sortir du pays. Une méthode parfaitement légale consiste à faire un prêt en yuan et à se faire rembourser en devises étrangères.

Une méthode qui l'est beaucoup moins consiste à émettre de fausses [factures](#) ou des [factures](#) artificiellement élevées - une sorte de blanchiment de l'argent. Ainsi un exportateur chinois peut déclarer aux autorités un prix inférieur à la réalité pour une vente réalisée auprès d'un importateur américain et placer discrètement dans une banque américaine la différence en dollars (qu'il pourra utiliser pour acheter un Picasso).

Maintenant que les entreprises chinoises rachètent en grand nombre des entreprises américaines et européennes, le blanchiment des capitaux peut même se faire au sein de l'entreprise. Ce ne sont pas les Chinois qui ont trouvé cette idée. Après la Deuxième Guerre mondiale, alors que le contrôle des changes étouffait une Europe ruinée, les flux de capitaux illégaux qui s'échappaient du continent représentaient 10 % du montant des échanges, voire davantage. En tant que grande puissance commerciale, il est pratiquement impossible à la Chine de stopper la fuite des capitaux quand l'incitation à les transférer à l'étranger devient trop forte.

Malgré un gigantesque excédent commercial, la Banque populaire de Chine a été contrainte d'intervenir pour pousser à la hausse le taux de change - au point que les réserves en devises étrangères ont diminué de 500 milliards de dollars en 2015. Avec un contrôle des capitaux aussi inefficace, le trésor de guerre chinois, 3.000 milliards de dollars, ne sera pas suffisant pour soutenir l'économie ad eternam. En réalité, plus les gens s'inquiètent de la chute du taux de change, plus ils veulent sur le champ faire sortir leurs capitaux du pays. Et leur inquiétude, à son tour, pousse la Bourse chinoise à la baisse.

Dans les milieux boursiers, on spéculé beaucoup autour de l'idée que les Chinois pourraient décider d'une dévaluation unique et brutale (de 10 % par exemple) pour affaiblir suffisamment le yuan de manière à diminuer la pression à la baisse sur le taux de change. Mais au-delà d'apporter de l'eau au moulin de Donald Trump et de ceux qui pensent comme lui que la Chine est un partenaire commercial mal intentionné, ce serait une stratégie dangereuse pour un gouvernement qui n'a pas la confiance des [marchés financiers](#). Le principal risque est de voir une dévaluation massive interprétée comme le signe d'un ralentissement de l'économie chinoise bien plus marqué que ce que l'on croit, ce qui encouragerait encore davantage la fuite des capitaux.

Il ne sera pas facile à la Chine d'améliorer sa communication avec les marchés si elle ne parvient pas à produire des données économiques crédibles. On a fait toute une affaire de l'annonce par la Chine d'un [taux de croissance](#) du PIB de 6,9 % en 2015, une valeur proche de l'objectif officiel de 7 %. Cette différence aurait dû apparaître comme négligeable, mais les investisseurs ont considéré qu'elle était d'une importance cruciale : ils ont pensé que la situation devait être catastrophique si le gouvernement ne parvient pas à truquer suffisamment les chiffres pour qu'ils reflètent les objectifs annoncés.

Les autorités pourraient commencer par établir une commission d'économistes chargée de dresser un historique plus réaliste de la valeur du PIB, ouvrant ainsi la voie à des statistiques plus crédibles dans l'avenir. Au lieu de cela, pour diminuer la pression sur le taux de change du yuan, la première idée du gouvernement a été de l'arrimer à un panier de 13 devises en lieu et place du dollar. Théoriquement l'idée est bonne, mais en pratique il y a souvent un problème de transparence avec les paniers de devises.

L'arrimage à un panier de devises pose sensiblement les mêmes problèmes que l'arrimage exclusif au dollar. Il est vrai que l'euro et le yen ont chuté par rapport au dollar au cours des deux dernières années. Néanmoins si le dollar baisse cette année, le [recours](#) au panier de devises se traduira par une hausse du taux de change yuan-dollar, ce qui pourrait être contre-productif.

La vie serait bien plus facile aujourd'hui si la Chine avait adopté un taux de change beaucoup plus flexible quand la situation était bonne. Peut-être les autorités y parviendront-elles en 2016, mais il est fort probable que le yuan continuera à traverser des hauts et des bas - entraînant derrière lui les marchés mondiaux.

En savoir plus sur <http://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/021720497200-lhemorragie-de-capitaux-un-nouveau-defi-pour-la-chine-1202800.php?PsGfGZpfS7fMrLQV.99>